



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 23 AVRIL 1898.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

965

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 31 mars 1898, de révoquer la nomination des personnes du comté de Saint-Hyacinthe faisant partie de la commission générale de la paix du district de Saint-Hyacinthe, en date du 21 novembre 1882, en vertu de l'article 2564 des S. R. P. Q., et que les personnes dont les noms suivent, du comté de Saint-Hyacinthe, soient ajoutées à la dite commission de la paix :

Cité de Saint-Hyacinthe.—MM. Louis Côté, Silas T. Duclos, Paul Frédéric Payan, Louis Paul Morin, manufacturiers, Eusèbe Morin, E. H. Richer et Alphonse Denis, commerçants, et Henri Lamoureux, tailleur.

Sainte-Marie-Madeleine.—MM. A. P. Cartier, médecin, Joseph Jodoin, tanneur, I. D. Rainville, marchand et Gédéon Blanchet, cultivateur.

La Présentation.—MM. Charles Duquette, George Gagnon, Eusèbe Chabotte, Alexis Marois, Théophile Desmarais, Joseph Bousquet, Alexandre Arpin, cultivateurs, et Rémi Audette, marchand.

Saint-Denis.—MM. L. O. Dauray, notaire, Elie Leblanc, Wilfrid Bousquet, Cléophas Chevalt et Cléophas Dérageon.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 23rd APRIL, 1898.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

966

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 31st of March, 1898, to revoke the appointment of the persons belonging to the county of Saint Hyacinthe, forming part of the general commission of the peace for the district of Saint Hyacinthe, dated the 21st of November, 1882, in virtue of article 2564 of the R. S. P. Q., and to associate the following persons of the said county of Saint Hyacinthe, to the said commission of the peace, to wit :

City of Saint Hyacinthe.—Messrs. Louis Côté, Silas T. Duclos, Paul Frédéric Payan, Louis Paul Morin, manufacturers, Eusèbe Morin, E. H. Richer and Alphonse Denis, traders and Henri Lamoureux, tailor.

Sainte Marie Madeleine.—Messrs. A. P. Cartier, physician, Joseph Jodoin, tanner, I. D. Rainville, merchant, and Gédéon Blanchet, farmer.

La Présentation.—Messrs. Charles Duquette, George Gagnon, Eusèbe Chabotte, Alexis Marois, Théophile Desmarais, Joseph Bousquet, Alexandre Arpin, farmers, and Rémi Audette, merchant.

Saint Denis.—Messrs. L. O. Dauray, notary, Elie Leblanc, Wilfrid Bousquet, Cléophas Chevalt and Cléophas Dérageon.

Saint-Charles.—MM. Moïse Rémy, Magloire Pratte, Michel Borduas, Pierre Meunier, François Borduas, Napoléon Messier et Isaac Cadieux.

Saint-Thomas D'Aquin.—MM. J. B. Picard, Alfred Riendeau, Joseph Gauvin, Adélaré Girouard et Ludger Gauvin.

Saint-Jude.—MM. George Blanchette, Napoléon Larivière, Flavien Delorme, Thomas Lemieux, Charles Girouard et Alphonse Dupré.

Saint-Barnabé.—MM. F. X. Chapdeleine, Joseph Archambault, Henri Larche et Octave Caron.

Saint-Hyacinthe le Confesseur.—MM. Victor Côté, Pierre Guilbert, Clavert Casavant, Henri Pelletier, Joseph Perrault et Alfred McIntyre.

Saint-Hyacinthe.—MM. Hector Morin, Rémi Guertin, David Blanchette et J. B. Saint-Pierre.

Saint-Damase.—MM. Etienne Favault, Marcel Choinière, Pierre Fabien Dussault, médecin, Calixte Gaucher et Nectaire Lussier. 1781

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 31 mars 1898, d'adjoindre les personnes dont les noms suivent à la commission de la paix du district d'Arthabaska, savoir :

Drummondville.—MM. Joseph Auguste Bousquet, George McDougall, Joseph Manseau, Charles H. Miller, Godfroi Amédée Duclos.

Canton Grantham.—MM. Etienne Poulin, Léon Farley et Pierre Mailhiot.

Saint-Germain de Grantham.—MM. Prosper Sylvestre, William John Watkins, Patrick Doré, John Courchesne, Amable Desrosiers, Joseph Laferté.

Saint-Nazaire.—MM. Bruno Forcier, Hilaire Proulx.

Saint-Eugène de Grantham.—MM. Louis Ross, Ludger Belisle.

Saint-Cyrille de Wendover.—MM. Joseph Lafontaine, Théophile Caron, Maxime Gagnéux, Ludger Côté, Emmanuel Jannelle, Pierre Duhamel, Louis Bilodeau, Edmond Leduc, Emile Thérault.

Notre-Dame du Bon Conseil.—MM. George Church, Ovide Brouillard.

West Wickham.—MM. Joseph Paquin, Félix Cormier.

Canton Wickham.—Edward McCabe, Robert E. Skillen.

L'Avenir.—MM. Ephrem Charpentier, Frederick Bothwell, John Irwin.

Uxverton.—M. James A. Bothwell.

Kingsey.—George Witton Wadleigh, John Evans, Joseph Lefebvre, Trueman Pope, Edward Letarte, junior, Zoël Saint-Louis.

Kingsey Falls.—MM. Phylander Shaw, A. Cameron, Levi Judd, W. W. Fowne, Louis Zennaire, James Perkins.

Durham Sud.—MM. Walter Lee, James Duffy, Charles Church, senior.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 1er avril 1898, d'adjoindre les personnes dont les noms suivent, à la commission de la paix du district de Montréal, savoir :

MM. Joseph Houle, 341 rue Montcalm, Joseph Gibault, 383 rue Beaudry, Stephens Globensky, dentiste, Montréal, et Nazaire Piuze, 1427 rue Sainte-Catherine, tous de la cité de Montréal. 1779

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un commissaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 15 avril courant (1898), de nommer M. Aimé Desnoyers, commissaire d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame de Montfort, comté d'Argenteuil, en remplacement de M. D. Porcheron, qui a quitté la municipalité.

1811

Saint Charles.—Messrs. Moïse Rémy, Magloire Pratte, Michel Borduas, Pierre Meunier, François Borduas, Napoléon Messier and Isaac Cadieux.

Saint Thomas D'Aquin.—Messrs. J. B. Picard, Alfred Riendeau, Joseph Gauvin, Adélaré Girouard and Ludger Gauvin.

Saint Jude.—Messrs. George Blanchette, Napoléon Larivière, Flavien Delorme, Thomas Lemieux, Charles Girouard and Alphonse Dupré.

Saint Barnabé.—Messrs. F. X. Chapdeleine, Joseph Archambault, Henri Larche and Octave Caron.

Saint Hyacinthe-le-Confesseur.—Victor Côté, Pierre Guilbert, Clavert Casavant, Henri Pelletier, Joseph Perrault, Alfred McIntyre.

Saint Hyacinthe.—Messrs. Hector Morin, Rémi Guertin, David Blanchette and J. B. Saint Pierre.

Saint Damase.—Messrs. Etienne Favault, Marcel Choinière, Pierre Fabien Dussault, physician, Calixte Gaucher and Nectaire Lussier. 1782

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 31st of March, 1898, to associate the following persons to the commission of the peace for the district of Arthabaska, to wit :

Drummondville.—Messrs. Joseph Auguste Bousquet, George McDougall, Joseph Manseau, Charles H. Miller, Godfroi Amédée Duclos.

Township Grantham.—Messrs. Etienne Poulin, Léon Farley and Pierre Mailhiot.

Saint Germain de Grantham.—Messrs. Prosper Sylvestre, William John Watkins, Patrick Doré, John Courchesne, Amable Desrosiers, Joseph Laferté.

Saint Nazaire.—Messrs. Bruno Forcier, Hilaire Proulx.

Saint Eugène de Grantham.—Messrs. Louis Ross, Ludger Belisle.

Saint Cyrille de Wendover.—Messrs. Joseph Lafontaine, Théophile Caron, Maxime Gagnéux, Ludger Côté, Emmanuel Jannelle, Pierre Duhamel, Louis Bilodeau, Edmond Leduc, Emile Thérault.

Notre Dame du Bon Conseil.—Messrs. George Church, Ovide Brouillard.

West Wickham.—Messrs. Joseph Paquin, Félix Cormier.

Township Wickham.—Edward McCabe, Robert E. Skillen.

L'Avenir.—Messrs. Ephrem Charpentier, Frederick Bothwell, John Irwin.

Uxverton.—Messrs. James A. Bothwell.

Kingsey.—George Witton Wadleigh, John Evans, Joseph Lefebvre, Trueman Pope, Edward Letarte, junior, Zoël Saint-Louis.

Kingsey Falls.—Messrs. Phylander Shaw, A. Cameron, Levi Judd, W. W. Fowne, Louis Zennaire, James Perkins.

Durham South.—Messrs. Walter Lee, James Duffy, Charles Church, senior.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 1st of April, 1898, to associate to the commission of the peace for the district Montreal, the following persons, to wit :

Messrs. Joseph Houle, 341 Montcalm street, Joseph Gibault, 383 Beaudry street, Stephens Globensky, dentist, Montreal, and Nazaire Piuze, 1427 Sainte Catherine street, all of the city of Montreal. 1780

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of a school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint, on the 15th of April instant, 1898, Mr. Aimé Desnoyers, school commissioner for the school municipality of Notre-Dame de Montfort, county of Argenteuil, to replace Mr. D. Porcheron, who has left the municipality.

1812

Proclamations

Canada,
Province of
Québec. }

L. A. JETTE.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU qu'en
Proc.-General. } vertu des articles 2353 et 2354 des statuts refondus de la province de Québec, il est entre au res choses décrété : " que dans tout autre district que ceux de Montréal, Trois-Rivières, Saint-François et Saint-Hyacinthe, le lieutenant-gouverneur peut, de temps à autre, fixer, par proclamation, la tenue des termes de la Cour de Circuit pour tout comté ou district, et à chaque endroit du comté où il est tenu plus d'une cour de circuit, les époques de la tenue de ces termes, et le nombre de jours de chaque terme, qu'il peut, de la même manière, changer de temps à autre, les termes, de sorte que pas moins de trois termes soient tenus par année dans tout district ou comté, excepté dans les comtés de Gaspé et Bonaventure, où pas moins de deux termes par année, doivent être tenus."

ET ATTENDU que Nous avons jugé à propos, par et avec l'avis et le consentement du Conseil Exécutif de Notre dite province que le terme de la cour de circuit du comté de Gaspé, siégeant à Percé, soit à l'avenir changé pour le mois d'octobre et soit tenu du dix au quatorze octobre, chaque année, inclusivement, au lieu du quinze au vingt octobre, tel qu'il était fixé jusqu'à présent.

A CES CAUSES, et sous l'autorité des statuts ci-dessus cités, Nous avons réglé et ordonné et par les présentes réglons et ordonnons que le terme de la cour de circuit du comté de Gaspé, siégeant à Percé, est à l'avenir changé pour le mois d'octobre et sera tenu du dix au quatorze octobre, chaque année inclusivement, au lieu du quinze au vingt octobre, tel qu'il était fixé jusqu'à présent.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentés, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS A. JETTE, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SIXIÈME jour du mois d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et de Notre Règne la soixante et unième.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

1775

Assistant-secrétaire de la province.

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec. }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS in virtue
Atty. General. } of articles 2353 and 2354 of the revised statutes of the province of Quebec, it is among other things enacted : " that in all the districts other than those of Montreal, Three Rivers, Saint Francis and Saint Hyacinthe, the lieutenant-governor may, by proclamation from time to time, fix the date of holding the terms of the Circuit Court for any county or district and at each place, in any county wherein there is more than one place where a circuit court is held, the times at which such terms shall be held and the number of days of each term ; that he may, in like manner, from time to time, alter the term so that not less than three terms shall be held in every year in any district or county, except in the counties of Gaspé and Bonaventure, in which not less than two terms shall be held in each year."

AND WHEREAS we have deemed expedient, by and with the advice and consent of the Executive Council of our said province, that the term of the Circuit Court for the county of Gaspé, sitting at Percé, shall in future be changed for the month of October, and shall be held from the tenth to the fourteenth of October of each year, inclusively, instead of from the fifteenth to the twentieth of October, such as it has heretofore been fixed.

NOW KNOW YE that, under the authority of the statutes above cited, We have ruled and ordained, and by these presents do rule and ordain that the term of the Circuit Court for the county of Gaspé, sitting at Percé, is changed for the month of October, and shall be held from the tenth to the fourteenth of October of each year, inclusively, instead of from the fifteenth to the twentieth of October, such as it has heretofore been fixed.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTE, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SIXTH day of the month of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-eight, and in the sixty-first year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN,

1776

Assistant provincial secretary.

Canada
Province of }
Quebec

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le CINQUIEME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et à chacun de vous—SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le CINQUIEME jour du mois d'AVRIL mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, SAMEDI, le QUATORZIEME jour du mois de MAI prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-HUITIEME jour de MARS, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et de Notre Règne la soixante et unième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

781

Avis du Gouvernement

DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE.

AVIS PUBLIC.

Avis public est par les présentes donné, que les cercles agricoles ci-après mentionnés, ayant transmis au département de l'Agriculture les déclarations voulues par la loi, et s'étant conformés à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, le sousigné autorise la formation de ces cercles qui sont par les présentes constitués en corporations.

Dans le comté de BEAUCE, les cercles ci-dessous sont autorisés sous les noms suivants, savoir :

Cercle agricole de la paroisse de Saint-Séverin.

Cercle agricole de la paroisse de Saint-Pierre de Broughton.

Cercle agricole de la mission de Saint-Charles de Spaulding.

F. G. MIVILLE DECHENE,

Commissaire de l'agriculture.

Québec, 21 avril 1898.

1861

Canada,
Province of }
Quebec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the FIFTH day of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-eight, you and each of you—GREETING :

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the FIFTH day of the month of APRIL, one thousand eight hundred and ninety-eight, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear ;

Now Know Ye, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on SATURDAY, the FOURTEENTH day of the month of MAY next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-EIGHTH day of MARCH, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-eight, and in the sixty-one year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,

Clerk of the Crown in Chancery
Québec.

782

Government Notices

DEPARTMENT OF AGRICULTURE.

PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given, that the farmers clubs hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the requirements of the statute 56 Victoria, chapter 20, the undersigned authorizes the formation of these clubs which are hereby constituted in corporations.

In the county of BEAUCE, the following clubs are authorized under the names given hereafter, to wit :

Farmers' club of the parish of Saint Séverin.

Farmers' club of the parish of Saint Pierre de Broughton.

Farmers' club of the mission of Saint Charles de Spaulding.

F. G. MIVILLE DECHENE,

Commissioner of agriculture.

Québec, 21st April, 1898.

1862

No 415.98.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Délimitation de municipalités scolaires.

Détacher de la paroisse de Saint-Lin, comté de l'Assomption, les lots suivants du cadastre de la paroisse de Saint-Lin, savoir : Nos 232, 233, 233, 234, 235, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338 et 339, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de la ville des Laurentides.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1898. 1813

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :
Adj. 6631.

Dorion.

La partie nord du lot 7, du 3e rang, à Placide Massie.

E. E. TACHÉ,

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.
Assistent-commissaire.
Québec, 18 avril 1898

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Canton Lessard.

$\frac{1}{2}$ S. O. du lot 23 du 2e rang, à Ls. Couette.

Canton Patton.

Lot 16 du 5e rang, à Augustin Bernier.

Canton Déquen.

Lot 3 du 3e rang, à André Plourde.

" 2 du 4e rang, à Paul Lavoie.

Canton Cabano.

Lot 50 du 7e rang, à Paul Pelletier.

" 17 du 11e rang, à Cléoph. Martin.

12e rang.

$\frac{1}{2}$ N. E. du lot 15, à Guillaume Malenfant.

$\frac{1}{2}$ S. O. du lot 15, à Jos. Malenfant.

Canton Demers.

2e rang.

$\frac{1}{2}$ N. E. du lot 8, à Ls. Gagnon.

$\frac{1}{2}$ S. O. du lot 9, à Ls. Gagnon.

Canton Signaï.

$\frac{1}{2}$ S. du lot 13 du 3e rang, à Jean Murray.

Lot 23 du 10e rang, à H. Morin.

Canton Bergeronnes.

Lots 2 et 3 du rang A, à Ives Bouliane.

Canton Nouvelle.

Rang Est Escouminac.

Lot 10, à Alex. Henderson.

" 12, à Mathew Williamson.

E. E. TACHÉ,

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 23 avril 1898.

1789

No. 415.98.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Boundaries of school municipalities.

To detach from the parish of Saint Lin, county of Assomption, the following cadastral lots of the parish of Saint Lin, to wit : Nos. 232, 233, 233, 234, 235, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338 and 339, and annex them, for school purposes, to the municipality of the town of Laurentides.

This annexation to take effect only on the 1st of July next, 1898. 1814

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :
Adj. 6631.

Dorion.

North part of lot 7, in the 3rd range, to Placide Massie.

E. E. TACHÉ,

Department of Lands, Forests and Fisheries.
Assistent Commissioner.
Quebec, 18th April, 1898.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of this notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Township Lessard.

S. W. $\frac{1}{2}$ of lot 23 of 2nd range, to Ls Couette.

Township Patton.

Lot 16 of 5th range, to Augustin Bernier.

Township Déquen.

Lot 3 of 3rd range, to André Plourde.

" 2 of 4th range, to Paul Lavoie.

Township Cabano.

Lot 15 of 7th range, to Paul Pelletier.

" 17 of 11th range, to Cléoph. Martin.

12th range.

N. E. $\frac{1}{2}$ of lot 15, to Guillaume Malenfant.

S. W. $\frac{1}{2}$ of lot 15, to Jos. Malenfant.

Township Demers.

2nd range.

N. E. $\frac{1}{2}$ of lot 8, to Ls Gagnon.

S. W. $\frac{1}{2}$ of lot 9, to Ls Gagnon.

Township Signaï.

S. $\frac{1}{2}$ of lot 13 of 3rd range, to Jean Murray.

Lot 23 of 10th range to H. Morin.

Township Bergeronnes.

Lot 2 and 3 of range A, to Ives Bouliane.

Township Nouvelle.

Range East Escouminac.

Lot 10, to Alex. Henderson.

" 12, to Mathew Williamson.

E. E. TACHÉ,

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 23rd April, 1898.

1770

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

- Canton Carleton.*
Lot 7, du 3e rang, à Jean et Ls. Bernard.
Canton Maria.
Lot 11, du 3e rang est, à Ls. Thibaudeau.
Canton Taillon.
Lot 17, du 3e rang, à P. Boily.
N. $\frac{1}{2}$ du lot 14, du 2e rang, à Noël Harvey.
Lot 15, du 2e rang, à Oscar Arcand.
Canton Forsyth.
Lot 31, du 6e rang, à Gaspard Binet.
E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 16 avril 1898.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

- Adj. 6627.
Dorion.
Partie nord du lot 6 du 3me rang, à J. B. Lafleur, sr.
Adj. 6628.
Aylwin.
Lot 26 du 10me rang, à Mary Nickol, épouse de James Claland.
Adj. 6629.
Aylwin.
Lots 34 et 35 du 10me rang, à James Nickol.
E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 13 avril 1898.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

- Adj. 6626.
Ditchfield.
Lot 18 du 1er rang, à Jean Garry.
E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 13 avril 1898.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

- Township Carleton.*
Lot 7, of 3rd range, to Jean and Ls. Bernard.
Township Maria.
Lot 11, of 3rd range east, to Ls. Thibaudeau.
Township Taillon.
Lot 17, of 3rd range, to P. Boily.
N. $\frac{1}{2}$ of lot 14, of 2nd range, to Noël Harvey.
Lot 15, of 2nd range, to Oscar Arcand.
Township Forsyth.
Lot 31, of 6th range, to Gaspard Binet.
E. E. TACHE,
Assistant Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 16th April, 1898.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

- Adj. 6627.
Dorion.
North part of lot 6th in the 3rd range, to J. B. Lafleur, sr.
Adj. 6628.
Aylwin.
Lot 26 in the 10th range, to Mary Nickol, wife of James Claland.
Adj. 6629.
Aylwin.
Lots 34 and 35 in the 10th range, to James Nickol.
E. E. TACHE,
Assistant Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 13th April, 1898.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

- Adj. 6626.
Ditchfield.
Lot 18 in the 1st range, to Jean Garry.
E. E. TACHÉ,
Assistant Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 13th April, 1898.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :
Adj. 6625.

Wakefield.

Lot 14 du 8me rang, à Chs. McCloskey.
Lot 15 du 8me rang, à Tobias Brinnen.
Lot 11 du 11me rang, à Jos. P. McGaey.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 13 avril 1898. 1737-2

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :
Adj. 6630.

Wentworth.

Lot 1 du 9me rang, à Marie Renaud, épouse de Jos. Boivin.

Lot 2 du 9me rang, à Gustave Raymond, et transporté à G. A. Raymond.

Lot 3 du 9me rang, à Edward Beatty.

Lot 4 du 9me rang, à Hector Lafleur, jnr.

Lot 5 du 9me rang, à L. O. Ducharme.

Lot 6 du 9me rang, à Victor Thériault, et transporté au Révérend Victor Rousselot.

Lot 7 du 9me rang, à Octave Lagacé.

Lot 8 du 9me rang, au Révérend Mathurin C. Bonissant.

Lot 9 du 9me rang, au Révérend Victor Rousselot.

Lot 10 du 9me rang, à la Corporation Catholique Romaine d'Ottawa.

Lot 11 du 9me rang, à Onésime Monette.

Lot 14 du 9me rang, à Victolien Pauzé.

La $\frac{1}{2}$ ouest du lot 16 du 9 rang, à Stanislas Montmarquet, et transporté à F. X. Montmarquet.

La $\frac{1}{2}$ Est du lot 16 du 9me rang, à Jos. N. Laurin.

Lot 17 du 9me rang, à Jos. Marchand.

Lot 18 du 9me rang, à Lucien Marchand.

La $\frac{1}{2}$ Ouest du lot 25 du 9me rang, à Alex. Billebout.

Lot 5 du 10me rang, à Eugène D. Lafleur.

La $\frac{1}{2}$ Est du lot 7 du 10me rang, à P. V. H. Grenier, et transporté au Révérend V. Rousselot et transporté de nouveau à Frs. Favez dit Froideneaux.

La $\frac{1}{2}$ Ouest du lot 7 du 10me rang, à Paul H. Favez dit Froideneaux.

Lot 8 du 10me rang, à Marie C. C. Montmarquette.

Lot 9 du 10 rang, à Ls. Adolphe Grenier, et transporté à Em. Sénécal.

Lot 10 du 10me rang, à Geo. Laurent.

La $\frac{1}{2}$ Est du lot 12 du 10 rang, à Frs. Hogue.

La $\frac{1}{2}$ Ouest du lot 12 du 10 rang, à Damase Hogue.

Lot 13 du 10me rang, à Napoléon Deschamps.

Lot 14 du 10me rang, à Paul Léon Deschamps.

Lot 15 du 10me rang, à Paul Deschamps.

Lot 16 du 10me rang, à Alfred Deschamps.

Lot 17 du 10me rang, à Basile Charlebois.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of this notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :
Adj. 6625.

Wakefield.

Lot 14 in the 8th range, to Chs. McCloskey.
Lot 15 in the 8th range, to Tobias Brinnen.
Lot 11 in the 11th range, to Jos. P. McGaey.

E. E. TACHE,
Assistant Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 13th April, 1898. 1738

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :
Adj. 6630.

Wentworth.

Lot 1 in the 9th range, to Marie Renaud, wife of Jos. Boivin.

Lot 2 in the 9th range, to Gustave Raymond, and assigned to G. A. Raymond.

Lot 3 in the 9th range, to Edward Beatty.

Lot 4 in the 9th range, to Hector Lafleur, jnr.

Lot 5 in the 9th range, to L. O. Ducharme.

Lot 6 in the 9th range, to Victor Thériault, and assigned to Reverend V. Rousselot.

Lot 7 in the 9th range, to Octave Lagacé.

Lot 8 in the 9th range, to Reverend Mathurin C. Bonissant.

Lot 9 in the 9th range, to Reverend Victor Rousselot.

Lot 10 in the 9th range, to Roman Catholic Episcopal Corporation of Ottawa.

Lot 11 in the 9th range, to Onésime Monette.

Lot 14 in the 9th range, to Victolien Pauzé.

West $\frac{1}{2}$ of lot 16 in the 9th range, to Stanislas Montmarquet, and assigned to F. X. Montmarquet.

East $\frac{1}{2}$ of lot 16 in the 9th range, to Jos. N. Laurin.

Lot 17 in the 9th range, to Jos. Marchand.

Lot 18 in the 9th range, to Lucien Marchand.

West $\frac{1}{2}$ of lot 25 in the 9th range, to Alex. Billebout.

Lot 5 in the 10th range, to Eugène D. Lafleur.

East $\frac{1}{2}$ of lot 7 in the 10th range, to P. V. H. Grenier and assigned to Reverend Victor Rousselot and re-assigned to Frs Favez dit Froideneaux.

West $\frac{1}{2}$ of lot 7 in the 10th range, to Paul H. Favez dit Froideneaux.

Lot 8 in the 10th range, to Marie C. C. Montmarquette.

Lot 9 in the 10th range, to Ls Adolphe Grenier, and assigned to Em. Sénécal.

Lot 10 in the 10th range, to Geo. Laurent.

East $\frac{1}{2}$ of lot 12 in the 10th range, to Frs Hogue.

West $\frac{1}{2}$ of lot 12 in the 10th range, to Damase Hogue.

Lot 13 in the 10th range, to Napoléon Deschamps

Lot 14 in the 10th range, to Paul Léon Deschamps.

Lot 15 in the 10th range, to Paul Deschamps.

Lot 16 in the 10th range, to Alfred Deschamps.

Lot 17 in the 10th range, to Basile Charlebois.

Lot 18 du 10^{me} rang, à Jos. Deschamps, fils, et transporté à Eustache Picard, Ptre.
Lot 24 du 10^e rang, à Vincent Rattelade.
Lot 12 du 11^e rang, à Jean de C. Porcheron.

Lot 19 du 11^e rang, à J. Michel D. de Lauzon et transporté à Alexandre D. et Edouard D. Porcheron.

Lot 20 du 11^e rang, à Mlle M. S. Alma de Lauzon.

Lot 21 du 11^e rang, à Dame Cléophas Gadbois.

Lot 22 du 11^e rang, à Dame H. Achille Valois.

Lot 23 et 24 du 11^e rang, à Jennett Campbell Thom, épouse de Geo. W. Burch, incluant l'île.

E. E. TACHÉ,
Assistant-commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.

Québec, 15 avril 1898.

1763-2

No. 924-97.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Delimitation de municipalités scolaires.

Détacher de la municipalité de "Stoke", comté de Richmond, les lots 1, 2, 3, 4, 5 et 6, du premier rang du canton de Stoke, ainsi que les lots 1, 2, 3, 4 et 5 du 11^{me} rang du dit canton, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de "Brompton", dans le même comté.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1^{er} juillet prochain, 1898.

Les avis donnés dans la *Gazette Officielle* des 12 et 19 juin dernier (1897), sont nuls. 1739-2

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le réarpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir:

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication

Lot 18 in the 10th range, to Jos. Deschamps, son, and assigned to Gustave Picard, Ptre.

Lot 24 in the 10th range, to Vincent Rattelade.
Lot 12 in the 11th range, to Jean de C. Porcheron.

Lot 19 in the 11th range, to J. Michel D. de Lauzon and assigned the Alexandre D. and Edouard Porcheron.

Lot 20 in the 11th range, to Miss M. S. Alma de Lauzon.

Lot 21 in the 11th range, to Dame Cléophas Gadbois.

Lot 22 in the 11th range, to Mrs H. Achille Valois.

Lots 23 and 24 in the 11th range, to Jennett Campbell Thom, wife of Geo. W. Burch, including Island.

E. E. TACHE,
Assistant Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.

Québec, 15th April, 1898.

1764

No. 924-97.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Boundaries of school municipalities.

To detach from the municipality of "Stoke", county of Richmond, lots 1, 2, 3, 4, 5 and 6, of the first range of the township of Stoke, as also lots 1, 2, 3, 4 and 5 of the 11th range of the said township, and annex them, for school purposes, to the municipality of "Brompton", in the same county.

This annexation to take effect only on the 1st of July next, 1898.

The notices given in the *Official Gazette* of 12th and 19th June last, 1898, are null. 1740

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53 -All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both lan-

(dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 50 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,
G. C. L.

961

ASSEMBLEE LEGISLATIVE

Bills privées.

Nulla pétition pour un bill privé n'est reçu après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté

(dans les deux langues) se fera dans la *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a draw-bridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending in private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the English and French languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in French, and one hundred in English, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in French, and one hundred copies in the English language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in English and five hundred copies in French, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,
C. L. C.

962

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three

après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer au même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts,

weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephon Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall

de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Les bills pour incorporer les villes ne doivent contenir que les dispositions dérogoatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront révoqués par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés.

Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets.

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

(a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

L. G. DESJARDINS

963

Greffier de l'Assemblée Législative.

Avis Divers

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 90.

Dame Céline Ayotte, épouse de Joseph Alarie, journalier, de la cité des Trois-Rivières, a, le seize (16) mars courant, pris une action en séparation de biens contre son dit époux.

JOS. G. HARNOIS,

Procureur de la demanderesse.

Trois-Rivières, 16 mars 1898.

1291-5

lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clause.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets.

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

L. G. DESJARDINS,

964

Clerk of the Legislative Assembly.

Miscellaneous Notices

Province of Québec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 90.

Dame Céline Ayotte, wife of Joseph Alarie, laborer, of the city of Three Rivers, has, on the sixteenth (16) of March instant, taken an action in separation as to property against her said husband.

JOS. G. HARNOIS,

Attorney for plaintiff.

Three Rivers, 16th March, 1898.

1292

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1102.

Dame Marceline Legaré, épouse commune en biens de Alexis Berthelet, voiturier, de la paroisse de Saint-Laurent, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Alexis Berthelet, voiturier, du même lieu susdit, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

L. T. MARECHAL,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 15 avril 1898. 1857

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1858.

Dame Annie McDonald, des cité et district de Montréal, veuve de feu Duncan L. McMillan, en son vivant médecin de Alexandria, Ontario, et maintenant épouse de Archibald D. Gillies, épici-er, de la dite cité de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Archibald D. Gillies, Défendeur.
La demanderesse a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre le défendeur.

E. A. B. LADOUCEUR,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 12 avril 1898. 1719-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 109.

Dame Anna Roger, des cité et district de Montréal, épouse de Julien Richard Paquin, dûment autorisée à ester en justice.
Demanderesse ;

vs

Le dit Julien Richard Paquin, ci-devant marchand, du même lieu. Défendeur.
La demanderesse a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre le défendeur.

E. A. B. LADOUCEUR,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 12 avril 1898. 1717-2

Superior Court—Kamouraska.
No. 2320.

Alfred Ouellet, cultivateur, de la paroisse de Saint-André, comté de Kamouraska, Demandeur ;

vs

Dame Marie Délina Morneau, actuellement de la paroisse de Saint-Paschal, dit comté, Défenderesse.

Une action en séparation de corps a été intentée ce jour contre la défenderesse.

POULIOT & SAVARD,
Procureurs du demandeur.
Fraserville, 8 avril 1898, 1723-2

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No 351.

Dame Margaret Florence McLean, de la paroisse de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, épouse commune en biens de Arthur Bell, commerçant, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Arthur Bell, commerçant, de la dite paroisse de Saint-Jérôme, Défendeur.
La demanderesse a institué ce jour une action en séparation de biens contre le défendeur.

JEAN B. B. PREVOST,
Avocat de la demanderesse.
Sainte-Scholastique, 21 mars 1898. 1479-4

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1102.

Dame Marceline Legaré, wife common as to property of Alexis Berthelet, carriage-maker, of the parish of Saint Laurent, district of Montreal, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs

The said Alexis Berthelet, carriage-maker, of the same place, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant.

L. T. MARECHAL,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 15th April, 1898. 1858

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1858.

Dame Annie McDonald, of the city and district of Montreal, widow of late Duncan L. McMillan, in his life-time doctor, of Alexandria, Ontario, and now wife of Archibald D. Gillies, grocer, of said city of Montreal, duly authorized to ester en justice.
Plaintiff ;

vs

Said Archibald D. Gillies, Defendant.
The plaintiff has, this day, instituted an action in separation as to properties against the defendant.

E. A. B. LADOUCEUR,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 12th April 1898. 1720

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 109.

Dame Anna Roger, of the city and district of Montreal, wife of Julien Richard Paquin, duly authorized to ester en justice.
Plaintiff ;

vs

Said Julien Richard Paquin, ex-merchant, of the same place. Defendant.
The plaintiff has, this day, instituted an action in separation as to properties against the defendant.

E. A. B. LADOUCEUR,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 12th April, 1898. 1718

Superior Court—Kamouraska.
No. 2320.

Alfred Ouellet, farmer, of the parish of Saint André, county of Kamouraska, Plaintiff ;

vs

Dame Marie Délina Morneau, now of the parish of Saint Paschal, said county, Defendant.

An action of separation from bed and board has been instituted this day against the defendant.

POULIOT & SAVARD,
Plaintiff's attorneys.
Fraserville, 8th April, 1898. 1724

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 351.

Dame Margaret Florence McLean, of the parish of Saint-Jérôme, district of Terrebonne, wife common as to property of Arthur Bell, of the said parish of Saint Jérôme, trader, duly authorized à ester en justice,
Plaintiff ;

vs

The said Arthur Bell, trader, of the said parish of Saint Jérôme, Defendant.
The plaintiff has, this day, instituted an action in separation as to properties against the defendant.

JEAN B. B. PREVOST,
Attorney for plaintiff.
Sainte Scholastique, 21st March, 1898. 1480

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 26.

Dame Fortunate Brosseau, du village de Laprairie, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph C. Brossard, gentilhomme, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

ARTHUR BROSSARD,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 1er avril 1898. 1665-3

Province de Québec, }
District de Beauharnois, } *Cour Supérieure.*
No. 385.

Dame Guillemine Blondin, de la ville de Salaberry de Valleyfield, dit district, a, ce jour, après autorisation, institué une action en séparation de biens contre son mari Joseph Major, constable, du même lieu.

BROSSOIT & BROSSOIT,
Avocats de la demanderesse.

Beauharnois, 30 mars 1898. 1617-3

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Joliette. }
No. 2928.

Dame Marie Anna Julien, de la paroisse de Saint-Barthélemy, dans le district de Joliette, épouse de Alphonse Marion, carrossier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Alphonse Marion, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, devant cette cour.

F. O. DUGAS,
Avocat de la demanderesse.

Joliette, 31 mars 1898. 1619 3

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No 778.

Dame Ethel Ford Varney, du village de Windsor Mills, dans le district de Saint-François, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son époux, Joshua Andrews, du même lieu.

JULES RICHARD,
Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 9 février 1898. 1487-4

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No 755.

Dame Mary Ellen Brady, du village de Windsor Mills, dans le district de Saint-François, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux, Peter F. Dunn, du même lieu.

JULES RICHARD,
Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 11 janvier 1898. 1485-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2942.

Odile Messier dite Saint-François, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Louis Noël, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Louis Noël, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

P. R. GOYET,
Avocat de la Demanderesse.

Montréal, 22 mars 1898. 1439-5

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 26.

Dame Fortunate Brosseau, of the village of Laprairie, in the district of Montreal, wife common as to property of Joseph C. Brossard, of the same place, gentleman, has, this day instituted an action in separation as to property against her husband.

ARTHUR BROSSARD,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 1st April, 1898. 1666

Province of Quebec, }
District of Beauharnois, } *Superior Court.*
No. 385.

Dame Guillemine Blondin, of the town of Salaberry de Valleyfield, said district, duly authorized, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband Joseph Major, constable, of the same place.

BROSSOIT & BROSSOIT,
Attorneys for plaintiff.

Beauharnois, 30th March, 1898. 1618

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Joliette. }
No. 2928.

Dame Mary Anna Julien, of the parish of Saint-Barthelemy, in the district of Joliette, wife of Alphonse Marion, carriage maker, of the same place, duly authorized to ester en justice,

Plaintiff ;

vs

The said Alphonse Marion, Défendant.
An action for separation as to property has been, this day, instituted before this court.

F. O. DUGAS,
Attorney for plaintiff.

Joliette, 31st March, 1898. 1620

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No. 778.

Dame Ethel Ford Varney, of the village of Windsor Mills, district of Saint Francis, has, this day, instituted an action en séparation de biens against her husband, Joshua Andrews, of the same place.

JULES RICHARD,
Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 9th February, 1898. 1488

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No. 755.

Dame Mary Ellen Brady, of the village of Windsor Mills, district of Saint Francis, has, this day, instituted an action en séparation de biens against her husband, Peter F. Dunn, of the same place.

JULES RICHARD,
Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 11th January, 1898. 1486

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2942.

Odile Messier dite Saint-François, of the city and district of Montreal, the wife common as to property of Louis Noël, trader, of the same place, and duly authorized à ester en justice,

Plaintiff ;

vs.

The said Louis Noël, of the same place, Défendant.
An action for separation as to property has been, this day, instituted by the plaintiff against the defendant.

P. R. GOYET,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 22nd March, 1898. 1140

Canada, }
Province de Québec, }
District de Québec. }
No 1137.
Dame Marie Luce Boivin, de la ville de Lévis,
épouse commune en biens de Johnny Mercier,
navigateur, du même lieu, Demanderesse ;
vs.
Le dit Johnny Mercier, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, ce jour.

J. A. LANE.

Procureur de la demanderesse.

Québec, 24 février 1898. 1375-5

Province de Québec, }
District de Montréal. }
No. 2861.

Dame Dina Rhéaume, des cité et district de Mont-
réal, épouse de François Xavier Fortin, laitier, du
même lieu, a institué une action en séparation de
biens contre son mari.

GEO. U. MOFFATT,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 26 mars, 1898. 1437-4

Madame Mary Anna Joséphine Wainwright, de
la cité et du district de Saint-Hyacinthe, épouse de
Charles Appollinaire Codère, hôtelier, du même lieu,
a institué aujourd'hui contre lui, en cour supérieure,
dans le dit district, une action en séparation de
biens.

A. O. T. BEAUCHEMIN,

Avocat de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 25 mars 1898. 1463-5

Province de Québec, }
District de Richelieu. }
No 4181.

Avis est par les présentes donné, que Dame Cla-
rinda Thibaudeau, de la cité de Sorel, district de
Richelieu, a, ce jour, poursuivi son mari Charles
Lord, en séparation de biens.

WURTELE & LACROIX,

Avocats de la demanderesse.

Sorel, 26 mars 1898. 1567-4

Province de Québec, }
District d'Ottawa. }
Cour Supérieure.

Dame Théotiste Brien dite Durocher, de Papi-
neauville, district d'Ottawa, épouse commune en
biens, de William Chalut, hôtelier, du même lieu
dûment autorisé à ester en justice, a, ce jour, intenté
une action en séparation de biens contre son dit
époux.

AUGUSTE MACKAY,

Avocat de la demanderesse.

Hull, 30 mars 1898. 1569-4

Avis est par le présent donné que, sous un
mois après la dernière publication de cet avis, dans
la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite
au lieutenant-gouverneur de la province, pour obte-
nir une charte d'incorporation par lettres patentes,
en vertu des dispositions des statuts révisés de la
province de Québec, spécialement "la loi corpora-
tive des compagnies à fonds social," constituant les
requérants et telles autres personnes qui pourront
devenir actionnaires de la compagnie proposée, en
corps politique et incorporé, sous le nom et dans
le but ci-après mentionné :

1° Le nom collectif de la compagnie proposée
sera "The Northrup Loom Company of Canada,
en commandite."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est
demandée sont de manufacturer le fer de fonte, des
machines à tisser et des machines de toute sorte.

3° La principale place d'affaires de la dite compa-
gnie, dans la province de Québec, sera à Valleyfield,
dans le district de Beauharnois.

4° Le montant proposé du fonds social sera de
\$100,000.00.

Canada, }
Province of Quebec, }
District of Quebec. }
No. 1137.
Dame Marie Luce Boivin, of the town of Lévis,
wife common as to property of Johnny Mercier,
of the same place, navigator, Plaintiff ;
vs.
The said Johnny Mercier, Defendant.
An action for separation as to property has been,
this day, instituted in this cause.

J. A. LANE,

Attorney for plaintiff.

Quebec, 24th February, 1898. 1376

Province of Quebec, }
District of Montreal. }
No. 2861.

Dame Dina Rhéaume, of the city and district of
Montreal, wife of François Xavier Fortin, milkman,
of the same place, has instituted against her hus-
band an action for separation as to property.

GEO. U. MOFFATT,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 26th March, 1898. 1438

Madame Mary Anna Josephine Wainwright, of
the city and district of Saint Hyacinth, wife of
Charles Appollinaire Codère, of the same place,
hotel-keeper, has instituted this day, in the superior
court, in said district, against her said husband, an
action in separation as to properties.

A. O. T. BEAUCHEMIN,

Advocate for plaintiff.

Saint Hyacinth, 25th March, 1898. 1464

Province of Quebec, }
District of Richelieu. }
No 4181.

Notice is hereby given that Dame Clarinda Thi-
baudeau, of the city of Sorel, district of Richelieu,
has, this day, sued her husband Charles Lord, for a
separation of property.

WURTELE & LACROIX,

Attorneys for Plaintiff.

Sorel, 26th March, 1898. 1568

Province of Quebec, }
District of Ottawa. }
Superior Court.

Dame Théotiste Brien dite Durocher, of Papi-
neauville, district of Ottawa, wife common as to
property of William Chalut, of the same place, hotel-
keeper, duly authorized to ester en justice, has, this
day, instituted an action in separation as to property
from her said husband.

AUGUSTE MACKAY,

Plaintiff's attorney.

Hull, 30th March, 1898. 1570

Notice is hereby given that, within one month
after the last publication of this notice, in the *Quebec
Official Gazette*, application will be made to the
lieutenant-governor of the province, for a charter
of incorporation by letters patent under the provi-
sions of the revised statutes of the province of
Quebec, specially "The Joint Stock Companies
Incorporation Act," constituting the applicants and
all others who may become shareholders in the
proposed company, a body politic and corporate,
under the name and for the purposes hereinafter
mentioned :

1. The corporate name of the proposed company
is "The Northrup Loom Company of Canada, li-
mited."

2. The objects for which incorporation is sought
are for the purpose of manufacturing iron foundings
and textile machinery and machinery of any and
every kind whatsoever.

3. The place within the province of Quebec,
selected as the chief place of business of the said
company is Valleyfield, in the district of Beauhar-
nois.

4. The proposed amount of capital stock is
\$100,000.00.

5° Le nombre d'actions sera de 1000, et le montant de chaque action sera de \$100 00.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit: George Otis Draper, de Hopedale, dans l'Etat de Massachusetts, un des Etats-Unis d'Amérique, machiniste; Andrew Frederick Gault, de la cité de Montreal, marchand; Samuel Hamilton Ewing, de Montréal, banquier; Richard Robinson Stevenson, de Montréal, agent manufacturier; Louis Simpson, de Valleyfield, gérant, et Samuel Finley, de Montréal, gentilhomme, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie. Tous les requérants, à l'exception du dit George Otis Draper, sont sujets de Sa Majesté.

DAVIDSON & RITCHIE,

Procureurs des requérants.

Montréal, 2 avril 1898.

1591-3

Avis est donné que Thomas Préfontaine, marchand de bois, de Valleyfield, dans le comté de Beauharnois; Joseph Turgeon, architecte; Louis Alfred d'Orsonnens, comptable; Hector Bourgouin et Toussaint Préfontaine, marchands de bois, tous de la cité et du district de Montréal, demanderont l'incorporation par lettres-patentes de "T Préfontaine & Company," une compagnie à fonds social au capital de cinquante mille dollars, divisé en cinq cents actions de cent dollars chacune, avec droit et pouvoir: de faire le commerce de bois sous toutes ses formes; d'acheter, vendre et négocier des limites de bois, de faire le commerce de bois de charpente, bois de construction et toutes sortes de bois généralement; d'acheter, vendre et louer de la propriété immobilière; d'acheter, vendre, louer, construire et ériger des moulins à scie, et des résidences, magasins ou boutiques pour ses employés ou autres personnes; d'emprunter de l'argent, et de garantir tels emprunts par hypothèques, débiteures ou autrement; de produire, louer, vendre l'électricité et des pouvoirs électriques; d'acquies, vendre, louer et exploiter des pouvoirs d'eau; le siège principal de la dite compagnie devant être en la cité de Montréal.

ANGERS, DELORIMIER & GODIN,

Procureurs des requérants.

Montréal, 4 avril 1898.

1615-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés:

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "La Holmes Electric Protective Company of Montreal, (Limited)."

2° L'incorporation de cette Compagnie est demandée pour les fins suivantes:

(a) Manufacturer des machines et appareils pour a génération et la transmission de l'électricité pour toutes fins et la construction de lignes télégraphiques, de téléphone et de signaux d'alarme contre le feu et les voleurs ainsi que tous les matériaux concernant cette industrie.

(b) Opérer les lignes de télégraphe, de téléphone et d'appareils d'alarme au moyen de fils pour la transmission de l'électricité dans toutes les villes et municipalités de la province de Québec, ou en reliant les dites municipalités pour les fins susdites au moyen de fils et de poteaux placés sur la voie publique ou dans des conduits sous terre.

(c) Acheter, vendre, louer ou posséder toutes machineries et appareils pour les fins susdites.

(d) Etablir un bureau de messagers et de surveillance et de garde pour le jour et la nuit en rapport avec le service d'alarme contre le feu et les voleurs ou séparément ainsi que tous services se rapportant aux affaires susdites.

5. The number of shares of said stock is to be 1000, and the amount of each share, \$100.00.

6. The names in full, the address and calling of each of the said applicants is as follows: George Otis Draper, of Hopedale, in the State of Massachusetts, one of the United States of America, machinist; Andrew Frederick Gault, of the city of Montreal, merchant; Samuel Hamilton Ewing, of Montreal, banker; Richard Robinson Stevenson, of Montreal, manufacturer's agent; Louis Simpson, of Valleyfield, manager, and Samuel Finley, of Montreal, gentleman, and who will be the first or provisional directors of the said company. All of said applicants, except said George Otis Draper, being subjects of Her Majesty.

DAVIDSON & RITCHIE,

Attorneys for applicants.

Montreal, 2nd April, 1898.

1592

Notice is hereby given that Thomas Préfontaine, lumber merchant of Valleyfield, county of Beauharnois; Joseph Turgeon; architect; Louis Alfred d'Orsonnens, book-keeper; Hector Bourgouin, lumber merchant, and Toussaint Préfontaine, lumber merchant, all of the city and district of Montreal, will apply for a charter to incorporate by letters patent "T. Préfontaine & Company," limited, with a capital stock of fifty thousand dollars, divided in five hundred shares of one hundred dollars each, with power and right to carry on and operate the business of manufacturing lumber and timber in all its branches; to purchase, sell and deal in timber limits, lumber, wood and timber in all its branches; to lease, acquire and sell immovable properties; to purchase and sell, construct and erect saw mills; to build, erect, construct and sell or lease dwelling houses, stores and shops to its employees and others; to borrow money and to secure the same by mortgage and mortgage debentures or otherwise; to produce, lease or sell electricity; to acquire, sell and develop water powers and lease the same; the chief place of business of said company to be at Montreal.

ANGERS DELORIMIER & GODIN,

Attorneys of petitioners.

Montréal, 4th April, 1898.

1616.

Public notice is hereby given that, within a month after the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant-governor in council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies incorporation act and amendments, constituting the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic under the name and for the purposes hereinafter mentioned:

1. The proposed corporate name of the company is "The Holmes Electric Protective Company of Montreal (limited)."

2. The purposes for which incorporation is sought are:

(a) The manufacturing of electric plant and apparatus of every description to generate and distribute electricity for all purposes and the constructing of telegraph, telephone and burglar and fire alarm, lines and apparatus and all materials connected with or appertaining thereto.

(b) The operating of telegraph, telephone and burglar and fire alarm, electric lines through all cities and municipalities of the Province of Quebec or between them by means of wires and poles above or under ground.

(c) The purchasing, selling, hiring and owning of all necessary apparatus for the aforesaid ends.

(d) The establishing of a messengers' bureau and a system of day and night watch either in connection with a burglar and fire alarm service or separately and all such similar services.

(e) Acquérir, posséder et vendre des immeubles pour les fins susdites.

3° La principale place d'affaires de la dite Compagnie sera dans la cité de Montréal, en la province de Québec.

4° Le montant du fond social sera de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en 1000 actions de \$50.00 chacune.

5° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit :

Alfred Savage Wigmore, gentilhomme de la cité de Toronto, dans la province d'Ontario ; Hon. Raoul Dandurand, sénateur et avocat ; William Cairns, courtier en assurances ; Thomas A. Richardson, marchand ; Thomas H. Doyle, électricien ; les quatre derniers de la cité et du district de Montréal ; tous seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite Compagnie.

DANDURAND, BRODEUR & BOYER,

Avocats des requérants.

Montréal, 5 avril 1898.

1663-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Hudson Bay Knitting Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) De manufacturer et vendre des effets de tricot et autres articles de vêtement, et d'acquérir des droits de patentes, marques de commerce et machines nécessaires pour poursuivre les dites affaires.

(b) De manufacturer et vendre toute sorte d'effets en caoutchouc, en laine et en coton, et des chaussures.

(c) De faire en général les affaires comme courtier et à commission.

(d) D'agir comme agents pour vendre des effets pour les manufacturiers et garantir ces ventes ;

(e) De faire des avances d'argent et prendre comme garantie du remboursement d'icelles avec intérêt, toute espèce de marchandises et actions dans les compagnies incorporées, et à cette fin, d'acquérir, posséder et disposer des actions d'autres corporations.

(f) D'acquérir, posséder et vendre des immeubles y compris des propriétés minières.

(g) De faire les affaires de tannage dans toutes ses branches.

(h) Et de plus de faire les affaires de manufacturiers et agents généraux.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de cinquante mille piastres (\$50,000) divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

5° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit :

Joseph John Westgate, Charles Leander Higgins, tous deux de la cité et district de Montréal, manufacturiers ; Benjamin Workman Higgins, marchand, et Hiram Eslie Higgins, commis, tous deux de Saint-Paul, dans le district de Montréal, et Robert Lucas, teneur de livres, de la ville de Lachine, dans le district de Montréal ; tous seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

HUTCHINSON & OUGHTRED,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 28 mars 1898.

1483-4

(e) The acquiring, owning and selling of immovables for the aforesaid purposes.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Québec.

4. The amount of its capital will be fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into 1000 shares of \$50.00 each.

5. The names in full, and the address and calling of each of the applicants are as follows :

Alfred Savage Wigmore, gentleman, of the city of Toronto, in the province of Ontario ; Honorable Raoul Dandurand, senator and advocate ; William Cairns, marine underwriter ; Thomas A. Richardson, merchant ; Thomas H. Doyle, electrician ; the latter four of the city and district of Montreal ; all of whom are to be the first or provisional directors of the said company.

DANDURAND, BRODEUR & BOYER,

Solicitors for Applicants.

Montreal, 5th April, 1898.

1664

Public notice is hereby given that, within a month after the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant-governor in council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies incorporation act and amendments, constituting the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic under the name and for the purposes herein-after mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The Hudson Bay Knitting Company."

2. The purposes for which incorporation is sought are :

(a) To manufacture and sell knitted goods and other articles of clothing and to acquire patent rights, trade marks and machinery necessary to carry on the said business.

(b) To manufacture and sell all kinds of rubber, woollen and cotton goods and boots and shoes.

(c) To carry on a general jobbing and commission business.

(d) To act as agents for the sale of goods for manufacturers and to guarantee such sale.

(e) To make advances of money and to take as security for the repayment of the same with interest all kinds of merchandise and stocks in incorporated companies, and for this purpose to acquire, hold and dispose of stock in other corporations ;

(f) To acquire, hold and sell real estate including mining properties.

(g) To carry on the business of tanning in all its branches.

(h) And further to carry on the business of manufacturiers and general agents.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Québec.

4. The amount of its capital will be fifty thousand dollars (\$50,000), divided into five hundred shares (500) of one hundred dollars (\$100.00) each.

5. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows :

Joseph John Westgate, Charles Leander Higgins, both of the city and district of Montreal, manufacturiers ; Benjamin Workman Higgins, merchant ; and Hiram Eslie Higgins, clerk, both of Saint Paul, in the district of Montreal, and Robert Lucas, book-keeper, of the town of Lachine, in the said district of Montreal ; all of whom are to be the first or provisional directors of the said company.

HUTCHINSON & OUGHTRED,

Solicitors for applicants.

Montreal, 28th March, 1898.

1484

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social :

1° Le nom de la compagnie sera : "The Montreal Boot and Shoe Manufacturing Company, Limited."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de faire les affaires de manufacture, vente et commerce de toutes sortes de chaussures et ce qui s'y rapporte, tels que cuir, vernis, etc.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera à Montréal, dans la province de Québec.

4° Le fonds social de la compagnie sera de cinquante mille dollars (\$50,000)

5° Le nombre d'actions du dit fonds social sera de mille, chaque action ayant une valeur réelle de cinquante dollars.

6° Les requérants sont : Jacques Deslauriers, marchand ; Joseph O. L'abbé, comptable ; André P. Cimon, cordonnier ; Denis McLyn, commis-voyageur ; George A. Archambault, comptable ; Frs.-X. Galibois, agent d'assurance ; Téléphore Beaupré, cordonnier ; tous des cité et district de Montréal et sujets de Sa Majesté, les dits requérants seront les directeurs provisoires de la dite compagnie.

GERMAIN BEAULIEU,
Procureur des requérants.

1553-4

Avis public est, par les présentes, donné que sous un mois après la dernière publication des présentes dans la *Gazette officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront au lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes d'incorporation en vertu de l'acte des compagnies à fonds social, sous le nom et aux fins ci-après relatés :

1° Le nom de la compagnie sera "The Duplessis Pegging and Sewing machine Company" ;

2° Cette compagnie sera formée pour l'achat et la vente de tous brevets d'invention pour des machines à cheville les chaussures et à coudre les chaussures et autres machines, et pour l'achat, l'exploitation, la fabrication et la vente de toutes telles machines ;

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera en la cité de Saint-Hyacinthe, province de Québec ;

4° Le fonds social de la compagnie sera de cinquante mille dollars ;

5° Ce fonds social sera divisé en cinq cents actions de cent piastres chacune ;

6° Les noms, adresses et profession de chaque requérant sont : Elouild Duplessis, machiniste ; Emile Arthur Marchildon, agent de commerce ; Amable Tousignant, bourgeois ; Mathilda Massé, épouse contractuellement séparée quant aux biens de François Tousignant, voiturier, tous de la cité de Saint-Hyacinthe, et Charles Godfroi de Tonnancour, agent de commerces des cité et district de Montréal.

Les dits Elouild Duplessis, Emile Arthur Marchildon et Charles Godfroi de Tonnancour seront les premiers directeurs de cette compagnie.

JOS. C. DESAUTELES, notaire,
Procureur des requérants.

Saint-Hyacinthe, 29 mars 1898. 1513-4

Avis est par le présent donné que, sous trente jours après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la "Loi Corporative des Compagnies à fonds social", Statuts Révisés de Québec et ses amendements, incorporant les requérants et telles autres personnes

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Notice is hereby given that application will be made to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, to obtain a charter of incorporation in virtue of the provisions of the Joint Stock Companies Incorporation Act.

1. The name of the company will be "The Montreal Boot & Shoe Manufacturing Company, Limited."

2. The object for which incorporation is sought is to carry on business of manufacturing, selling and dealing in all kinds of boots and shoes and everything regarding that line, such as leathers, findings, dressings, &c.

3. The chief place of business of said company will be at the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the said company is fifty thousand dollars (\$50,000).

5. The number of shares into which the said capital stock is to be divided is one thousand of a par value of fifty dollars (\$50.00) each.

6. The petitioners are : Jacques Deslauriers, merchant ; Joseph O. L'abbé, accountant ; André P. Cimon, shoemaker ; Denis McLyn, traveller ; George A. Archambault, accountant ; Frs.-X. Galibois, assurance agent ; Téléphore Beaupré, shoemaker, all of the city and district of Montreal ; all of whom are british subjects and all of whom are to be the first or provisional directors of the said company.

GERMAIN BEAULIEU,
Solicitor for applicants.

1554

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter named will apply to the Lieutenant governor in council to obtain letters patent of incorporation in virtue of the Joint Stock Companies Act, under the name and for the purposes hereinafter set forth.

1. The name of the company will be "The Duplessis Pegging and Sewing Company."

2. This company will be formed for the purchase and sale of any patents for machines, for pegging boots and for sewing boots, and other machines, and for purchasing, working, fabricating and selling any such machines.

3. The company's principal place of business will be in the city of Saint-Hyacinthe, province of Quebec

4. The capital stock of the company will be fifty thousand dollars.

5. This stock will be divided into five hundred shares of one hundred dollars each.

6. The names, addresses and calling of each of the petitioners are : Elouild Duplessis, machinist ; Emile Arthur Marchildon, commercial agent ; Amable Tousignant, gentleman ; Mathilda Massé, wife separated as to property by marriage contract of François Tousignant, carriage maker, all of the city of Saint Hyacinth, and Charles Godfroi de Tonnancour, commercial agent, of the city and district of Montreal.

The said Elouild Duplessis, Emile Arthur Marchildon and Charles Godfroi de Tonnancour will be the first directors of this company.

JOS. C. DESAUTELES, notary,
Attorney of petitioners.

Saint Hyacinth, 29th March, 1898. 1514

Notice is hereby given that, within thirty days after the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to the lieutenant governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of "The Joint Stocks Companies incorporation Act", Revised Statutes of Quebec and its amendments, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders

qui pourront devenir actionnaires de la Compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif de la compagnie sera "The Crawford Land Company (limitée)."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, en vertu de l'acte, sont :

(a) D'acheter, louer ou autre titre, l'immeuble connu comme lot de terre portant le numéro du cadastre 172 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, comté d'Hochelaga, district de Montréal, et d'ériger et entretenir des maisons et autres bâtisses sur le dit lot ainsi acquis ;

(b) De vendre, transporter, hypothéquer, échanger la dite propriété ou tout ce qui a rapport, et en disposer, et de développer, améliorer et faire valoir et tracer la dite propriété ;

(c) Faire des avances d'argent aux acquéreurs ou locataires sur toute partie ou subdivisions du dit lot de terre pour bâtir ou pour autres améliorations ;

(d) D'aider au moyen de bonus ou autrement à la construction de lignes de tramways ou d'omnibus, faire des chemins, des rues ou autres travaux propres à rendre la propriété de la compagnie plus accessible et à en augmenter sa valeur ;

(e) Prendre des hypothèques, droits réels et charges pour garantir le paiement du prix d'achat pour toute partie ou subdivision du dit lot de terre par la compagnie, ou de tout argent dû à la compagnie par les acquéreurs ou avancé par la compagnie aux acquéreurs pour bâtisses ou autres améliorations ;

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec ;

4° Le montant proposé du fonds social est cinquante mille piastres ;

5° Le nombre d'actions sera de cinq cents et le montant de chaque action sera de cent piastres ;

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit :

L'honorable George Alexander Drummond, sénateur ; Robert Cowans, manufacturier ; Hugh McLennan, marchand de grain ; Edgar McDougall, manufacturier et Huntly Drummond, commis, tous des cité et district de Montréal, dans la province de Québec.

Les dits honorable George Alexander Drummond, Robert Cowans et Hugh McLennan seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

Daté à Montréal, ce treizième jour d'avril A. D. 1898

BISAILLON, BROSSEAU,

LAJOIE & LACOSTE,

1715-2

Procureurs des requérants.

in the proposed company, a body corporate and politic, under the name and for the purposes herein-after mentioned.

1. The proposed corporate name of the company is "The Crawford Land Company" (limited).

2. The purposes within the purview of the Act, for which incorporation is sought, are :

(a) To acquire by purchase, lease or other title, real estate known as lot of land bearing cadastral number 172 on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte de la Visitation, county of Hochelaga, district of Montreal, and to erect and maintain houses or other buildings upon said lot so acquired ;

(b) To sell, convey, mortgage, exchange, dispose of or otherwise deal with such property or any interest therein and to develop, improve and lay out such property ;

(c) To advance money to purchasers or lessees of any part of subdivisions of said lot of land for building purposes or for other improvements ;

(d) To aid by way of bonus or otherwise in the construction of tramways or omnibus lines, roads, streets, or other works calculated to render the Company's property more accessible and enhance its value ;

(e) To take mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase money of any part or subdivision of said lot of land by the company, or of any money due to the company from purchasers or advanced by the company to the purchasers for building purposes or other improvements ;

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec ;

4. The intended amount of the capital stock is fifty thousand dollars ;

5. The number of shares is to be five hundred and the amount of each share is to be of the value of one hundred dollars each ;

6. The names in full, and the address and calling of each of the applicants are as follows :

The honorable George Alexander Drummond, senator ; Robert Cowans, manufacturer ; Hugh McLennan, grain merchant ; Edgar McDougall, manufacturer, and Huntly Drummond, clerk, all of the city and district of Montreal, in the province of Quebec.

Of whom the said honorable George Alexander Drummond, Robert Cowans and Hugh McLennan are to be the first or provisional directors of the said company.

Dated at Montreal, this thirteenth day of April, A. D. 1898.

BISAILLON, BROSSEAU,

LAJOIE & LACOSTE,

1716

Attorneys for applicants.

Avis de Faillites

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
The Copp Bros Co. (en commandite),
Demanderesse ;

vs

J. Allan Evans, Défendeur et failli.
Avis est par le présent donné que, le seizième jour d'avril 1898, par ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs des biens du susdit défendeur, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations dûment attestées sous serment doivent être déposées dans notre bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke, sous un mois.

C. MILLIER,

J. J. GRIFFITH,

Curateurs conjoints.

Sherbrooke, 18 avril 1898.

1785

Bankrupt Notices

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
The Copp Bros Co. (limited),
Plaintiff ;

vs

J. Allan Evans, Defendant and insolvent.
Notice is hereby given that, on the sixteenth day of April, 1898, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of above defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed, duly attested under oath, at our office, 125 Wellington street, Sherbrooke, within one month.

C. MILLIER,

J. J. GRIFFITH,

Joint curators.

Sherbrooke, 18th April, 1898.

1786

Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No. 48.

Dans l'affaire de Céline Sanche, faisant affaires sous le nom de I. Z. Desormeau & Cie., de Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 15^{me} jour d'avril courant, par ordre de la dite cour, j'ai été nommé curateur des biens et effets de la dite faillie dans cette affaire.

Les créanciers sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations dûment assermentées devant moi dans mon bureau, Imperial Building, 107, rue Saint-Jacques, Montréal, sous trente jours.

HENRY FROST,
 Curateur.

Montréal, 18 avril 1898. 1807

Province de Québec, }
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Joseph Godbout, Saint-Raphaël, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 9 mai prochain, après laquelle date ce dividende sera payable à notre bureau.

PARADIS & JOBIN,
 Curateurs.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie Richelieu.
 Québec, 21 avril 1898. 1851

Province de Québec, }
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*

In re Patrick Ahearn, de Lévis, Failli.

Avis est par le présent donné que, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les créanciers sont requis de produire devant moi leurs réclamations sous un mois de cette date.

ALFRED LEMIEUX,
 Curateur.

Bureau : Peoples Chambers,
 No. 125, rue Saint-Pierre.
 Québec, 15 avril 1898. 1835

Province de Québec, }
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Dame veuve Félix Brisebois, Oka, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé sur le produit des biens meubles, et sera sujet à contestation jusqu'au 10 de mai 1898, après laquelle date les collocations seront payables à notre bureau, Lamarche & Benoit, 1709, rue Notre-Dame, Montréal.

A. LAMARCHE,
 Curateur.

Montréal, 19 avril 1898. 1803

Province de Québec, }
 District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*
 No. 2430.

In re Henri Charles *alias* Honoré Match, propriétaire de moulin et commerçant, de Saint-Gabriel, Insolvable.

Je donne avis que le dit insolvable a fait cession de ses biens en justice, à Rimouski, le 12 mars 1898, et que j'ai été nommé curateur, à la dite cession de biens, ce jour, 25 mars 1898.

Les créanciers du dit insolvable doivent me fournir leurs réclamations assermentées, sous trente jours.

HECTOR L. LANGIS,
 Curateur.

Sainte-Luce station,
 25 mars 1898. 1791

Québec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 48.

In the matter of Céline Sanche, doing business under the name of I. Z. Desormeau & Co., Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 15th day of April instant, by order of the said court, I was appointed curator to the property and effects of the said insolvent in this matter.

Creditors are hereby notified to file their claims, duly sworn to, with me, at my office, Imperial Building, 107, Saint James street, Montreal, within a delay of thirty days.

HENRY FROST,
 Curator.

Montreal, 18th April, 1898. 1808

Province of Quebec, }
 District of Quebec. } *Superior Court.*

In the matter of Joseph Godbout, merchant, Saint Raphaël, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 9th of May next, after which date dividend will be payable at our office.

PARADIS & JOBIN,
 Curators.

Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu and Ontario Nav. Co. Building.
 Quebec, 21st April, 1898. 1852

Province of Quebec, }
 District of Québec. } *Superior Court.*

In re Patrick Ahearn, of Lévis, Insolvent.

Notice is hereby given that, by order of the court, I have been appointed curator to the estate of the said insolvent.

Creditors are requested to file their claims with me within thirty days from this date.

ALFRED LEMIEUX,
 Curator.

Office : Peoples Chambers,
 No. 125, Saint Peter street,
 Québec, 15th April, 1898. 1836

Province of Québec, }
 District of Québec. } *Superior Court.*

In the matter of Mrs. widow Félix Brisebois, Oka, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared upon the proceeds of goods and chattles, and will be open to objection until the 10th of May, 1898, after which date the dividends will be payable at Lamarche & Benoit's office, 1709, Notre Dame street, Montreal.

A. LAMARCHE,
 Curator.

Montreal, 19th April, 1898. 1804

Province of Québec, }
 District of Rimouski. } *Superior Court.*
 No. 2430.

In re Henri Charles *alias* Honoré Match, mill owner and trader, of Saint Gabriel, Insolvent.

I give notice that, on the 12th day of March, 1898, the said insolvent debtor has made a judicial abandonment of his property, at Rimouski, and that I have, this day, 25th of March, 1898, been appointed curator to the above estate.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims, attested under oath, with me, within thirty days.

HECTOR L. LANGIS,
 Curator.

Sainte Luce station,
 25th March, 1898. 1792

Licitations

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

LICITATION.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant dans les cité et district de Montréal, le vingt-troisième jour de mars dernier (1898), dans une cause sous le numéro 1160 des dossiers de la dite cour supérieure, dans laquelle Ferdinand Gravel, agent, de la cité et du district de Montréal, est demandeur, et Thomas Gravel, de la paroisse de Sainte-Dorothée, dit district, et Grégoire Gravel, de la paroisse de Saint-Eustache, district de Terrebonne, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

1° Un lopin de terre situé dans la paroisse de Sainte-Dorothée, dans le district de Montréal, de la contenance d'un arpent et demi de largeur sur trois arpents de profondeur, désigné sous le numéro 1160, sur le plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Dorothée.

2° Une coupe de bois située sous le numéro officiel 56, sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Dorothée.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le VINGT-SIXIÈME jour de MAI prochain (1898), à ONZE heures de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, dans les cité et district de Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

J. L. CEDRAS,
 Avocat du demandeur.

Montréal, 18 avril 1898. 1809
 [Première publication, 23 avril 1898.]

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 971. }
 Alphonse Latour, Demandeur ;
 vs.
 André Latour et al., Défendeurs ;
 et
 Le dit André Latour, Requérent sur folle enchère ;
 et
 Dame Marie-Anne Paradis et vir., Adjudicataire.

Avis public est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 19 avril 1898, dans une cause dans laquelle Alphonse Latour, cultivateur, de la paroisse de la Présentation de la Sainte Vierge, district de Montréal, est demandeur et André Latour, de la cité de Montréal, dit district, et autres, sont défendeurs ; et le dit André Latour, médecin, ci-dessus désigné, l'un des défendeurs, est requérant sur folle enchère ; et Dame Marie-Anne Paradis, de Summerlea, dans le district de Montréal, épouse séparée de biens du dit Alphonse Latour, cultivateur, du même endroit, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse, est adjudicataire.

Ordonnant la revente par licitation à la folle enchère de la susdite adjudicataire, d'un certain immeuble désigné comme suit, à l'acte de donation

Licitations

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

LICITATION.

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting in the city and district of Montreal, on the twenty-third day of March last, (1898), in a case under number 1160 of the records of the superior court, in which Ferdinand Gravel, agent, of the city and district of Montreal, is plaintiff, and Thomas Gravel, of the parish of Sainte Dorothée, said district, and George Gravel, of the parish of Saint Eustache, district of Terrebonne, are defendants, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit :

1. A lot of land situate in the parish of Sainte Dorothée, in the district of Montreal, containing one arpent and a half in width by three arpents in depth, designated as No. 1160 on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Dorothée.

2. A right to cut wood of official lot number 56, on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte Dorothée.

The said properties above described will be put up to auction and adjudicated to the last and highest bidder, on the TWENTY-SIXTH day of MAY next (1898), at ELEVEN of the clock in the forenoon, sitting the court, in the court room of the court house, in the city and district of Montreal, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment *afin de conserver* must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

J. L. CEDRAS,
 Attorney for plaintiff.

Montreal, 18th April, 1898. 1810
 [First published, 23rd April, 1898.]

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 971. }
 Alphonse Latour, Plaintiff ;
 vs.
 André Latour et al., Défendants ;
 and
 The said André Latour, Petitioner for folle enchère ;
 and
 Dame Marie Anne Paradis et vir., Adjudicataire.

Public notice is given that, in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 19th April, 1898, in a case in which Alphonse Latour, farmer, of the parish of la Présentation de la Sainte Vierge, district of Montreal, is plaintiff ; and André Latour, of the city and district of Montreal, and others, are defendants ; and the said André Latour, doctor of medicine, above described, one of the defendants, is petitioner for *folle-enchère* ; and Dame Marie Anne Paradis, of Summerlea, said district, wife separated as to property of the said Alphonse Latour, farmer, of the said place, and this latter to authorized his said wife, is adjudicataire.

Ordering the licitation to the *folle enchère* of the said adjudicataire, of a certain lot of land described as follows, in the deed of gift by Laurent Latour

par Laurent Latour dit Jérôme *et uxor* à André Latour, en date du 19 juillet 1850, savoir : une terre sise et située à la dite paroisse Saint-Michel de Lachine, susdit district, (maintenant Summerlea), de la contenance de trois arpents de front par quarante de profondeur, plus ou moins, sans garantie de mesures précises et telle qu'enclose ; bornée en front par le fleuve Saint-Laurent, par derrière par Jean-Baptiste Quesnel, d'un côté au nord par Antoine Cécire, et de l'autre côté au sud-ouest par Basile Pigeon—avec une maison en pierre à deux étages, une grande écurie, étable et autres bâtiesseus dessus construits, et maintenant connu et désigné comme le lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-neuf (899) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchériseur, le NEUVIEME jour de MAI 1898, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Montréal ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication ; et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

BERARD & BRODEUR,

Avocats du requérant sur folle enchère.

Montréal, 21 avril 1898. 1805

[Première publication, 23 avril 1898.]

Cour Supérieure, }
Kamouraska. }
No 2313. }

Charles D'Amours, cultivateur, de la paroisse de Trois-Pistoles, Demandeur ;

vs

Samuel Charles Riou, l'honorable Thomas P. Pelletier, Napoléon Riou, David Riou, Cédulie Riou, Géraldine Riou, Téléspore Martin et Joseph Riou, Défendeurs.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Fraserville, dans le district de Kamouraska, le neuf avril courant (1898), dans une cause entre les parties ci-dessus nommées, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

Un emplacement de moulin situé au premier rang de la paroisse de Trois-Pistoles, contenant environ un arpent en superficie et désigné au cadastre officiel de la dite paroisse sous le (No 73), numéro soixante et treize, avec ensemble les dalles et écluses et les pouvoirs d'eau de la rivière du moulin et d'un cours d'eau ou canal, servant à amener de la rivière ou ruisseau chez Michel Gagné, dans la dite rivière du moulin, et traversant de l'est à l'ouest les terres portant les Nos 62, 63, 65, 67 et 70 du cadastre officiel de la dite paroisse de Trois-Pistoles, y compris aussi les accessoires et autres dépendances du dit emplacement de moulin.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchériseur, le VINGT-SIX de MAI prochain (1898), cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Fraserville, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de cette cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge, ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de cette cour, au moins douze jours, avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais pres-

dit Jérôme *et uxor* to André Latour, dated the 19th of July, 1850, to wit : a land situate and being in the said parish of Saint Michel de Lachine (now Summerlea) aforesaid district, containing three arpents in width by forty in depth, more or less, without warranty as to precise measurement and such as enclosed ; bounded in front by the river Saint Lawrence, in rear by Jean Baptiste Quesnel, on one side to the nord by Antoine Cécire, and on the other side to the south west, by Basile Pigeon—with a two story stony house, a large stable and other buildings thereon erected, and now known and designated as lot number eight hundred and ninety-nine (899), of the official plan and book of reference of the parish of Lachine.

The above described immovable will be put on auction and adjudged to the last and highest bidder, on the NINTH day of MAY next, 1898, at HALF PAST TEN o'clock before noon, sitting the court, in the court room of the court house of Montreal ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and any opposition to annul, to secure charge or to withdraw to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, twelve days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and opposition for payment *afin de conserver* must be filed within the six days next after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

BERARD & BRODEUR,

Attorneys for petitioner on folle enchère.

Montréal, 21st April, 1898. 1806

[First published, 23rd April, 1898.]

Superior Court, }
Kamouraska. }
No. 2313. }

Charles D'Amours, farmer, of the parish of Trois Pistoles, Plaintiff ;

vs

Samuel Charles Riou, the Honorable Thomas P. Pelletier, Napoléon Riou, David Riou, Cédulie Riou, Géraldine Riou, Téléspore Martin and Joseph Riou, Defendants.

Notice is hereby given, in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Fraserville, in the district of Kamouraska, on the ninth of April instant, (1898), in a cause between the parties above named, ordering the licitation of certain immovable property described as follows, to wit :

A mill site situate in the first range of the parish of Trois Pistoles, containing about one arpent in area and described on the official cadastre of the said parish as number seventy-three (No. 73), together with the pipes and dams and the water power of the mill stream and of a water course or canal, used to drive from the river, or creek to Michel Gagne's, in the said mill river and crossing from east to west the lands bearing Nos. 62, 63, 65, 67 and 70 of the official cadastre of the said parish of Trois Pistoles, including thereon also the accessories and other dependencies of the said mill site.

The immovable therein above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTY-SIXTH day of MAY next, (1898) sitting the court, in the court room of the court house of Fraserville, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said court, twelve days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and oppositions for payment *afin de conserver* must be filed within the six days next after the adjudication, and failing the parties to file

crits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

S. C. RIOU,
Avocat du demandeur.
Fraserville, 19 avril 1898. 1829
[Première publication, 23 avril 1898.]

Ventes par le Sherif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure—District de Saint-Hyacinthe.
Arthabaska, à savoir: } **A DELINE BOUSQUET,**
No 12. } Demanderesse; vs.
ALFRED ST ONGE, Défendeur.

1° Le quart sud-est du lot de terre numéro vingt-huit, dans le septième rang du canton de Wickham, maintenant connu sous le numéro trois cent quarante-trois (No 343), du cadastre officiel du dit canton de Wickham—avec bâtisses dessus construites.

2° Les deux tiers nord-ouest du lot de terre numéro vingt-sept, dans le huitième rang du canton de Wickham, maintenant connus comme faisant partie du numéro quatre cent quarante-trois (No 443), du dit cadastre officiel du dit canton de Wickham; bornée en front au chemin du dit rang, en profondeur aux terres du septième rang, d'un côté à Théophile Gauthier, et de l'autre côté à Louis Sarazin—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean de Wickham, le **VINGT-CINQUIEME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

P. L. O. MILOT,
Député-Sherif.
Bureau du Sherif,
Arthabaskaville, 21 avril 1898. 1865
[Première publication, 23 avril 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: } **DAME AURELIE DU-**
No. 20. } **PONT, veuve de feu**
Alfred Lemay, en sa qualité d'exécutrice testamen-
taire. Demanderesse; contre TELESPHORE
AUGER, Défendeur.

La moitié centre du lot de terre numéro dix-huit, du cinquième rang du canton d'Arthabaska, contenant cent acres de terre en superficie, plus ou moins—avec maison, grange et autres bâtisses dessus construites, maintenant connue et désignée sous le numéro trois cent neuf (No. 309) et la moitié sud-est du numéro trois cent dix ($\frac{1}{2}$ S. E. du No. 310) du cadastre officiel du village d'Arthabaskaville.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Christophe d'Arthabaska, le **TROISIEME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

P. L. O. MILOT,
Député Sherif.
Bureau du Sherif,
Arthabaskaville, 30 mars 1898. 1529-3
[Première publication, 2 avril 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: } **LOUIS PHILIPPE**
No. 54. } **LEUGENE CREPEAU,**
avocat, C. R., et al., Demandeurs; contre **DAME**
CATHERINE PAULHUS, épouse de Joseph
Moreault, et al., Défendeurs.

Un emplacement situé dans le village de Saint-Germain de Grantham, de la contenance de soixante-six pieds de front sur cent trente-deux pieds de profondeur, mesure anglaise, formant partie du lot numéro huit dans le sixième rang du canton de

such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

S. C. RIOU,
Attorney for Plaintiff.
Fraserville, 19th April, 1898. 1830
[First published, 23rd April 1898]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court—District of Saint Hyacinth.
Arthabaska, to wit: } **A DELINE BOUSQUET,**
No. 12. } Plaintiff; vs. **ALFRED**
ST-ONGE, Defendant.

1. The south east quarter of the lot of land number twenty-eight, in the seventh range of the township of Wickham, now known under number three hundred and forty-three (No. 343), of the official cadastre for the said township of Wickham—with the buildings thereon erected.

2° The north west two-thirds of the lot of land number twenty-seven, in the eighth range of the township of Wickham, now known as forming part of number four hundred and forty-three (No. 443), of the official cadastre for the said township of Wickham; bounded in front by the road of the seventh range, in depth by the lands of the said range, on one side to Théophile Gauthier, and on the other side to Louis Sarazin—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Jean of Wickham, on the **TWENTY-FIFTH** day of **MAY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

P. L. O. MILOT,
Deputy Sheriff.
Sheriff's Office,
Arthabaskaville, 21st April, 1898. 1866
[First published, 23rd April, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Circuit Court—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: } **DAME AURELIE DU-**
No. 20. } **PONT, widow of the late**
Alfred Lemay, in her capacity of testamentary exe-
cutrix, Plaintiff; against TELESPHORE AUGER,
Defendant.

The centre half of the lot of land number eighteen, in the fifth range of the township of Arthabaska, containing one hundred acres of land in superficies, more or less—with a house, barn and other buildings thereon erected, now known and distinguished under number three hundred and nine (No. 309) and the south east half of number three hundred and ten (S. E. $\frac{1}{2}$ of No. 310) of the official cadastre for the village of Arthabaskaville.

To be sold at the parochial church door of Saint Christophe of Arthabaska, on the **THIRD** day of **MAY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

P. L. O. MILOT,
Deputy Sheriff.
Sheriff's Office,
Arthabaskaville, 30th March, 1898. 1530
[First published, 2nd April, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: } **LOUIS PHILIPPE**
No. 54. } **LEUGENE CREPEAU,**
advocate, Q. C. et al.; Plaintiffs; against **DAME**
CATHERINE PAULHUS, wife of Joseph
Moreault, et al., Defendants.

An emplacement situate in the village of Saint Germain of Grantham, containing sixty six feet in front by one hundred and thirty-two feet in depth, english measurement, forming part of lot number eight in the sixth range of the township of Grantham,

Grantham, lequel emplacement est maintenant connu et désigné aux livres et plan de renvoi officiels du dit canton de Grantham, sous le numéro six cent dix-neuf (619).

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint Germain de Grantham, le DIXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaskaville, 30 mars 1898. 1527-3
[Première publication, 2 avril 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } EDWARD CONNELLY,
No. 120. } Cultivateur, Demandeur ;
vs FERDINAND ALIAS FRED LETTERS, Dé-
fendeur.

Comme appartenant au demandeur Edward Connelly :

La moitié sud-ouest du lot de terre numéro huit (8), du premier rang du canton de Thetford, contenant environ cent acres de terre en superficie ; bornée en front au chemin de front, en profondeur aux terres du deuxième rang, d'un côté au sud-ouest à James Custeau, et de l'autre côté au nord-est à James Gormley—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Pierre de Broughton, le CINQUIEME jour de MAI prochain, à NEUF heures de l'avant-midi.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Arthabaskaville, 31 mars 1898. 1571-3
[Première publication, 2 avril 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } LOUIS LAVERGNE,
No. 140. } Ecuyer, Demandeur ;
contre PIERRE HUARD, Défendeur.

Une terre faisant partie du lot de terre numéro dix-huit du septième rang du canton de Somerset, contenant trois arpents de front environ sur la profondeur du lot—avec maison et autres bâtisses dessus construites, maintenant connue et désignée au cadastre officiel du canton de Somerset sud sous le numéro cent soixante et dix (No. 170.)

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Calixte de Somerset, le SEPTIEME jour de MAI prochain, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Arthabaskaville, 30 mars 1898. 1525-3
[Première publication, 2 avril 1898.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } PIERRE FECTEAU, De-
mandeur ; vs GEORGE
No. 2714. } VEILLEUX, Défendeur, savoir :

Une terre maintenant connue et désignée sous le numéro quatre-vingt-neuf (89), d'après la révision du cadastre du comté de Beauce, pour la paroisse de Saint-Ephrem de Tring, contenant trente-trois acres de terre en superficie, plus ou moins—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ephrem de Tring, le VINGT-

which emplacement is now known and distinguished in the official plan and book of reference for the said township of Grantham, under number six hundred and nineteen (619).

To be sold at the parochial church door of Saint Germain de Grantham, on the TENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the morning.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaskaville, 30th March, 1898. 1528
[First published, 2nd April, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } EDWARD CONNELLY,
No. 120. } farmer, Plaintiff ; vs.
FERDINAND ALIAS FRED LETTERS, Defendant.

As belonging to the plaintiff Edward Connelly :

The south west half of the lot of land number eight (8), in the first range of the township of Thetford, containing about one hundred acres of land in superficies ; bounded in front by the front road, in depth by the lands of the second range, on one side on the south west to James Custeau, and on the other side north easterly to James Gormley—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Pierre of Broughton, on the FIFTH day of MAY next, at NINE o'clock in the forenoon.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Arthabaskaville, 31st March, 1898. 1572
[First published, 2nd April, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } LOUIS LAVERGNE,
No. 140. } Esquire, Plaintiff ;
against PIERRE HUARD, Defendant.

A farm forming part of lot of land number eighteen in the seventh range of the township of Somerset, containing about three arpents in front by the depth of the lot—with a house and other buildings thereon erected, now known and distinguished on the official cadastre for the township of south Somerset under number one hundred and seventy (No. 170).

To be sold at the parochial church door of Saint Calixte of Somerset, on the SEVENTH day of MAY next, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office, Deputy sheriff.
Arthabaskaville, 30th March, 1898. 1526
[First published, 2nd April, 1898.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Beauce.

Beauce, to wit : } PIERRE FECTEAU, Plaintiff ;
No. 2714. } vs GEORGE VEILLEUX,
Defendant, to wit :

A land now known and designated as number eighty-nine (89), on the revised cadastre of the county of Beauce, for the parish of Saint Ephrem de Tring, containing thirty-three acres in area, more or less—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Ephrem de Tring, on the TWENTY-FIFTH

CINQUIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,
Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 16 avril 1898. 1773
[Première publication, 23 avril 1898.]

day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 16th April, 1898. 1774
[First published, 23rd April, 1898.]

Ventes par le Sherif—Beauharnois

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, } ONÉSIME BOULÉ, De-
District d'Iberville. } mandeur; vs. EDOUARD
No. 245. } MARTIN, Défendeur.

Un certain terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le township de Hemmingford, dans le district de Beauharnois, comté de Huntingdon, sous les numéros deux A et deux C, sur le second rang des Réserves du Clergé, contenant cent huit acres (108) en superficie plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Romain de Hemmingford, LUNDI le DEUXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

PHILEMON LABERGE,
Bureau du Shérif, Shérif.
Beauharnois, 29 mars 1898. 1507-2
[Première publication, 2 avril 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, } JOHN DUNCAN,
District de Beauharnois. } Demandeur; contre
No. 361. } DANIEL McFARLAN,
Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Très-Saint-Sacrement, dans le comté de Chateauguay, connue et désignée au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, sous le numéro deux cent soixante (260)—avec les bâtisses sdessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Très-Saint-Sacrement, MERCREDI, le QUATRIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant midi.

PHILEMON LABERGE,
Bureau du Shérif, Shérif.
Beauharnois, 29 mars 1898. 1509-2
[Première publication, 2 avril 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.
Province de Québec, } LA CORPORATION
District de Beauharnois. } DU TOWNSHIP
No. 342. } DE GODMANCHES-
TER, Demanderesse; vs. WILLIAM MICHAEL
O'NEIL ET AL.

Appartenant à William Michael O'Neil, l'un des défendeurs :

1° Une terre sise et située dans la paroisse de Saint-Anicet, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels des paroisses de Saint-Anicet et Sainte-Barbe, sous le numéro huit cent vingt-six (826). Superficie cinquante acres (50).

2° Une autre terre située au même lieu et connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels des dites paroisses de Saint-Anicet et Sainte-Barbe, sous les numéros six cent soixante-quinze et six cent soixante-dix-sept (675 et 677)—avec les bâtisses sus érigées sur les dites terres.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Anicet, MERCREDI,

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Province of Quebec, } ONÉSIME BOULÉ, Plain-
District of Iberville. } tiff; vs. EDOUARD
No. 245. } MARTIN, Defendant.

A certain lot known and designated on the official plan and book of reference of the township of Hemmingford, in the district of Beauharnois, county of Huntingdon, as numbers two A and two C, on the second range of the Clergy Reserves, containing one hundred and eight (108) acres in area, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Romain de Hemmingford, MONDAY, the SECOND day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Beauharnois, 29th March, 1898. 1608
[First published, 2nd April, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Province of Quebec, } JOHN DUNCAN,
District of Beauharnois. } Plaintiff; against
No. 361. } DANIEL McFARLAN,
Defendant.

A land situate in the parish of Le Très Saint Sacrement, in the county of Chateauguay, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Jean Chrysostôme, as number two hundred and sixty (260)—together with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Le Très Saint Sacrement, on WEDNESDAY, the FOURTH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Beauharnois, 29th March, 1898. 1510
[First published, 2nd April, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.
Province of Quebec, } THE CORPORATION
District of Beauharnois. } OF THE TOWNSHIP
No. 342. } OF GODMAN-
CHESTER, Plaintiff; vs WILLIAM MICHAEL
O'NEIL ET AL.

Belonging to William Michael O'Neil, one of the defendants :

1. A lot of land situate and being in the parish of Saint Anicet, known and designated on the official plan and book of reference of the parishes of Saint Anicet and Sainte Barbe, as number eight hundred and twenty-six (826). Area fifty (50) acres.

2. Another lot of land situate at the same place, known and designated on the official plan and book of reference of the said parishes of Saint Anicet and Sainte Barbe, as numbers six hundred and seventy-five and six hundred and seventy-seven (675 and 677)—with buildings erected on the said lands.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Anicet, on WEDNESDAY, the

le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif. Shérif.
Beauharnois, 23 mars 1898. 1425-3
[Première publication, 26 mars 1898.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } ELZEAR BOIVIN, de
No. 267. } Chicoutimi, arpenteur, Demandeur; contre JEAN ALIAS JOHNNY BOIVIN, du même lieu, Défendeur.

1° Une terre située dans le rang qui se trouve au nord de la rivière de Chicoutimi, dans le canton de Laterrière, comprenant les lots de la division primitive numéros dix, onze et la moitié est du numéro douze; bornée au sud à la dite rivière de Chicoutimi, au nord au huitième rang, joignant à l'est à Germain Godreault et à l'ouest à la moitié ouest du dit numéro douze—avec bâtisses, circonstances et dépendances; laquelle terre est maintenant désignée au plan et au livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Laterrière sous le numéro dix a, dix b, onze et douze a du rang Nord de la rivière Chicoutimi, contenant ensemble deux cent quinze acres en superficie, plus ou moins.

2° Une terre située dans le rang qui se trouve au nord de la rivière de Chicoutimi, dans le canton de Laterrière, comprenant la juste moitié ouest du lot numéro douze, suivant la division primitive; laquelle terre est désignée au plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton, par le numéro douze b et c contient trente-trois acres en superficie—sans bâtisse.

3° Un emplacement de figure irrégulière et de superficie inconnue, situé dans le quartier est de la ville de Chicoutimi; borné vers le nord-est à la rivière Saguenay, vers le sud-ouest à la rue Racine, joignant au nord-ouest au terrain de L. G. Belley, et au sud-est au terrain de Joseph Tremblay—avec ensemble les bâtisses construites sur cet emplacement et les machineries, bouilloire, engin, outils, scies, straps et instruments quelconques installés dans les bâtisses ou aucune partie servant de manufacture de boîte de fromage et de moulin à scie, accessoires et dépendances; lequel emplacement comprend le numéro dix, une petite partie des numéros onze et treize et telle partie du numéro quatre-vingt-un, du cadastre de la dite ville de Chicoutimi et aussi telle partie de la rue transversale longeant les lots de ferme, suivant l'ancienne division, renfermés dans le dit emplacement, lequel terrain ainsi que le propriétaire et l'adjudicataire de ce terrain sont et resteront chargés envers la corporation Episcopale Catholique Romaine de Chicoutimi, d'entretenir le chemin ou partie de la rue Racine, au front du terrain, dans toute sa longueur, de faire et entretenir les fossés de chaque côté ainsi que le trottoir du côté sud, et aussi de ne point vendre ni permettre de vendre de la boisson sur le terrain ni dans les bâtisses, le tout conformément à l'acte de vente de la dite corporation à Jean alias Johnny Boivin, devant Cloutier, notaire, en date du dix juillet 1897, dûment enregistré.

Pour être vendus, les immeubles situés dans le canton Laterrière, à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Laterrière, le VINGT-CINQUIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi, et l'immeuble situé dans la ville de Chicoutimi, au bureau du soussigné, le VINGT-

TWENTY-SEVENTH day of APRIL next, at TWO of the clock in the afternoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Beauharnois, 23rd March, 1898. 1426
[First published, 26th March, 1898.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : } ELZEAR BOIVIN, of Chicoutimi, surveyor, Plaintiff; against JEAN ALIAS JOHNNY BOIVIN, of the same place Defendant.

1. A land situate in the range which is found north of the river Chicoutimi, in the township of Laterrière, comprising the lots of the primitive division numbers ten, eleven and the east half of number twelve; bounded on the south by the said river Chicoutimi, on the north by the eighth range, on the east by Germain Godreault and on the west by the west half of said number twelve—with buildings, circumstances and dependencies; which land is now designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Laterrière as numbers ten a, ten b, eleven and twelve a, of the range north of the river Chicoutimi, containing together two hundred and fifteen acres in area, more or less.

2. A land situate in the range north of the river Chicoutimi, in the township of Laterrière, comprising the exact west half of lot number twelve, according to the primitive division; which land is designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the said township as number twelve b and contains thirty-three acres in area—without building.

3. A lot of irregular outline and unknown area, situate in the east ward of the town of Chicoutimi; bounded on the north east by the river Saguenay, on the south west by Racine street, on the north west by the lot of L. G. Belley, and on the south east by the lot of Joseph Tremblay—together with the buildings erected on this lot and the machinery, boiler, engine, implements, saws, straps and instruments whatsoever installed in the buildings or any part used as a box cheese factory and saw mill, accessories and dependencies; which lot comprises number ten, a small part of numbers eleven and thirteen, and such part of number eighty-one, of the cadastre of the said town of Chicoutimi, and also such part of the cross street running along the farm lots, according to the old division, comprised in the said lot, which lot as well as the proprietor and purchaser of this lot will be and remain bound and obliged towards the Roman Catholic Episcopal Corporation of Chicoutimi to keep in order the road or part of Racine street, in front of the lot, throughout its whole length, and to make and maintain the ditches on each side as well as the sidewalk on the south side, and also not to sell or allow liquor to be sold on the lot or in the buildings, the whole in accordance with the deed of sale from the said corporation to Jean alias Johnny Boivin, before Cloutier, notary, dated the tenth of July 1897, duly registered.

To be sold, the lots situate in the township of Laterrière, at the church door of the parish of Notre Dame de Laterrière, on the TWENTY-FIFTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon, and the lot situate in the town of Chicoutimi, in the office of the undersigned, on the

SIXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

O. BOSSÉ,
Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 19 avril 1898. 1825
[Première publication, 23 avril 1898.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } **S**OLYME BESSETTE,
No. 267. } **S**gentilhomme, de la ville et du district d'Iberville, Demandeur ; contre **HORMISDAS VIAU**, cultivateur, de la paroisse de Saint-Grégoire le Grand, dans le dit district, Défendeur.

Une terre sise et située sur la sixième concession, en la paroisse de Saint-Grégoire le Grand, dans le district d'Iberville, connue et désignée comme étant le numéro trois cent quatre-vingt-neuf (No. 389), des plan et livre de renvoi officiels de Saint-Athanase, dans le district d'Iberville, pour les fins d'enregistrement ; de la contenance de soixante et dix-sept arpents, dix-s. pt perches et cent soixante et deux pieds en superficie—avec une maison et autres bâtisses y érigées. Pour être vendue à la charge du bail en faveur de Napoléon Choquette, expirant le vingt-neuvième jour de septembre prochain (1898), fait et passé devant Maître J. A. Nadeau, notaire.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la susdite paroisse de Saint-Grégoire le Grand, le **VINGT-CINQUIEME** jour de **MAI** prochain, à **ONZE** heure de l'avant-midi.

CHAS ARPIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 18 avril 1898. 1783
[Première publication, 23 avril 1898.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Kamouraska, à savoir : } **J**OSEPH BOUCHARD,
No. 2220 } **J**rentier, de la paroisse de Saint-Alexandre, Demandeur ; contre **SYFROI BEAULIEU**, cultivateur, du même lieu, Défendeur, c'est à savoir :

1° Un circuit de terre situé au second rang de la paroisse de Saint-Alexandre, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, sous le numéro soixante et deux (No. 62), contenant soixante et dix-huit arpents en superficie—circonstances et dépendances.

2° Deux circuits de terre situés au même lieu et portant les numéros soixante et sept et soixante et neuf (Nos. 67 et 69), du même cadastre.

3° Une terre située au troisième rang de la dite paroisse, contenant deux arpents de front sur quarante arpents de profondeur, connue sous le numéro deux cent quarante-huit (No. 248), du même cadastre—sans bâtisse.

4° Une autre terre située au même lieu, de deux arpents de front sur quarante arpents de profondeur, connu sous le numéro deux cent quarante-neuf (No. 249), du même cadastre—avec les bâtisses dessus construites.

TWENTY-SIXTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

O. BOSSÉ
Sheriff's Office, Sh. riff.
Chicoutimi, 19th April, 1898. 1826
[First published, 23rd April, 1898.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : } **S**OLYME BESSETTE,
No. 267. } **S**gentleman, of the town and district of Iberville, Plaintiff ; against **HORMISDAS VIAU**, farmer, of the parish of Saint Grégoire le Grand, in the said district, Defendant.

A farm lying and situate on the sixth concession, in the parish of Saint Grégoire le Grand, in the district of Iberville, known and designated as being the number three hundred and eighty-nine (No. 389), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Athanase, in the district of Iberville, for registration purposes ; containing seventy-seven arpents, seven perches and one hundred and sixty-two feet in superficies—with a house and other buildings thereon erected. To be sold at the charge of the lease in favour of Napoléon Choquette, expiring on the twenty-ninth day of September next (1898), done and passed before Maître J. A. Nadeau, notary.

To be sold at the parochial church door of the aforesaid parish of Saint Grégoire le Grand, on the **TWENTY-FIFTH** day of **MAY** next, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon.

CHAS ARPIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns, 18th April, 1898. 1784
[First published, 23rd April, 1898.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court

Kamouraska, to wit : } **J**OSEPH BOUCHARD,
No. 2220. } **J**rentier, of the parish of Saint-Alexandre, Plaintiff ; against **SYFROI BEAULIEU**, farmer, of the same place, Defendant, to wit :

1. A circuit of land situate in the second range of the parish of Saint-Alexandre, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Kamouraska, as number sixty two (No. 62), containing seventy eight arpents in area—circumstances and dependencies.

2. Two circuits of land situate at the same place and bearing the numbers sixty seven and sixty nine (Nos. 67 and 69), of the same cadastre.

3. A land situate in the third range of the said parish, containing two arpents in front by forty arpents in depth, known as number two hundred and forty eight (No. 248), of the same cadastre—without buildings.

4. Another land situate at the same place, of two arpents in front by forty arpents in depth, known as number two hundred and forty nine (No. 249), of the same cadastre—with the buildings thereon erected.

A charge par l'acquéreur de payer et fournir au sieur Joseph Bouchard, la rente de \$75.00 par année, stipulée en l'acte de donation faite par lui le 10 mars 1887, passée devant J. O. Roy, notaire, à Dame Sophie Bouchard, épouse de Romain Terriault, aussi à la charge de l'usufruit en faveur du dit Joseph Bouchard, d'un certain terrain désigné au susdit acte de vente et du passage fixé par le jugement de cette cour en date du 17 novembre 1897, en outre de se conformer aux autres charges mentionnées à l'acte de vente en faveur de la dite Dame Terriault, en date du 22 décembre 1891, devant Mtre P. Dessaint, notaire, au présent défendeur, les présentes charges n'affectent pas le No. 248, du dit cadastre, en troisième lieu décrit.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alexandre, MERCREDI, le VINGT-CINQUIEME jour de MAI prochain, à DIX heures avant-midi. Bref rapportable suivant la loi.

F. A. SIROIS,

Bureau du Shérif, Shérif.
Fraserville, 19 avril 1898. 1821
[Première publication, 23 avril 1898]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Kamouraska, à savoir : } HENRI JOSEPH SI
No. 2300. } ROIS, marchand, de
la paroisse de Cacouna, Demandeur ; contre AIME
CARON, cultivateur, du même lieu, Défendeur, et
WILFRID ADELARD POTVIN, curateur au dé-
laissement des immeubles du dit défendeur, c'est à
savoir :

Deux lots de terre situés au premier rang de la paroisse de Saint-George de Cacouna, connus et désignés au plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse de Saint-George de Cacouna, sous les numéros vingt sept (No. 27) et partie du numéro vingt-cinq (No. 25), la dit partie du No. 25 étant bornée comme suit : au nord partie à Emile Fraser et partie à Joseph Dionne, au sud à Joseph Pelletier ou représentants ; tenant au nord-est à Antoine Pelletier, et au sud-ouest au numéro vingt-sept—avec les bâtisses construites sur les dits lots, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-George de Cacouna, JEUDI, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures avant-midi. Bref rapportable suivant la loi.

F. A. SIROIS,

Bureau du Shérif, Shérif.
Fraserville, 19 avril 1898. 1819
[Première publication, 23 avril 1898.]

Ventes par le Shérif—Montreal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGE** sous-mentionnées ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

(Duplicate)—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME MARIE-LOUISE
No. 1878. } CASTONGUAY, épouse
séparée de biens de Joseph Brosseau, de la cité et
du district de Montréal, marchande publique, fai-
sant affaires seule comme marchande de bois, sous
les nom et raison de Joseph Brosseau, dûment auto-
risée par son dit époux, et le dit Joseph Brosseau
pour autoriser sa dite épouse, Demandeurs ; contre
les terres et tenements de J. F. CAMPBELL, de
la cité et du district de Montréal, Défendeur.

1° Un terrain sis et situé dans le quartier Sainte-Anne, dans la cité de Montréal, dit district ; borné en front par la rue Centre, composé des lots connus

Subject to the charge upon the purchaser of paying and furnish to Mr. Joseph Bouchard the rent of \$75 00 a year, stipulated in the deed of gift made by him on the 10th of March, 1887, passed before J. O. Roy, notary, to Dame Sophie Bouchard, wife of Romain Terriault, also to the charge of the usufruct in favor of the said Joseph Bouchard, of a certain land described in the said deed of sale, and also the passage fixed by the judgment of this court, dated the 17th of November, 1897, and moreover to comply with the other charges mentioned in the deed of sale in favor of the said Dame Terriault, dated the 22nd of December, 1891, before Mtre. P. Dessaint, notary, to the present defendant, the present charges do not effect No. 248, of the said cadastre, thirdly herein described.

To be sold at the church door of the parish of Saint Alexandre, on WEDNESDAY, the TWENTY FIFTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. Writ returnable according to law.

F. A. SIROIS,

Sheriff's Office, Sheriff.
Fraserville, 19th April, 1898. 1822
[First published, 23rd April, 1898]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Kamouraska, to wit : } HENRI JOSEPH SI
No. 2300. } ROIS, merchant, of
the parish of Cacouna, Plaintiff ; against AIME
CARON, of the same place, farmer, Defendant, and
WILFRID ADELARD POTVIN, curator to the
surrender of the immovable property of the said
defendant, to wit :

Two lots of land situate in the first range of the parish of Saint George de Cacouna, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre for the said parish of Saint George de Cacouna as number twenty-seven (No. 27) and part of number twenty-five (No. 25), the said part of No. 25 being bounded as follows : on the north partly by Emile Fraser and partly by Joseph Dionne, on the south by Joseph Pelletier or representatives ; bounded on the north east by Antoine Pelletier, and on the south west by number twenty-seven—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint George de Cacouna, on THURSDAY, the TWENTY SIXTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. Writ returnable according to law.

F. A. SIROIS,

Sheriff's Office, Sheriff.
Fraserville, 19th April, 1898. 1820
[First published, 23rd April, 1898.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

(Duplicate)—District of Montreal.

Montreal, to wit : } DAME MARIE LOUISE
No. 1878. } CASTONGUAY, wife
separated as to property of Joseph Brosseau, of
the city and district of Montreal, public trader,
carrying on business alone as a lumber merchant,
under the style and firm of Joseph Brosseau, duly
authorized by her said husband, and the said Joseph
Brosseau to authorize his said wife, Plaintiffs ;
against the lands and tenements of J. F. CAMP-
BELL, of the city and district of Montreal, Defen-
dant.

1. A lot of land situate and being in Saint Ann's ward of the city of Montreal, in the district of Montreal, said district ; bounded in front by Centre

et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, sous les numéros neuf cent trente-quatre (934) et neuf cent trente-cinq (935)—avec les bâtisses dessus construites.

2° Deux lots de terre sis et situés dans le quartier Saint-Gabriel, dans la cité de Montréal, dit district; bornés en front par la rue Centre, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous les numéros trois mille trente-cinq (3035) et trois mille trente-six (3036) — avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 19 avril 1898. Shérif. 1795
[Première publication, 23 avril 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **A**IMÉ BLAIS, maître fer-
No 2145. } blancier, de la ville de
Sainte-Anne de Bellevue, Demandeur; contre les
terres et tenements de LUDGER PILON, de la
ville de Sainte-Anne de Bellevue, district de Mont-
réal, et JOSEPH ALLARD, électricien, de la cité
et du district de Montréal, Défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit défendeur Pilon,
l'immeuble suivant, savoir :

Un terrain composé de deux lots de terre situés
dans la ville de Sainte-Anne de Bellevue, district de
Montréal, connu et désigné sur le plan et au livre
de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Anne,
comté de Jacques-Cartier, sous les numéros vingt-
deux et vingt-trois de la subdivision du lot origi-
naire numéro cent quatre-vingt-quinze; borné en
front par le chemin de la Reine—avec les bâtisses
y érigées.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de
Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de MAI pro-
chain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref
rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 19 avril 1898. Shérif. 1793
[Première publication, 23 avril, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **J**EAN P. MARION, de la
No 1307. } cité de Montréal, notaire,
Demandeur; contre les terres et tenements de
NOEL DEMERS, des cité et district de Montréal,
Défendeur.

Un quart indivis du lot de terre connu et désigné
au plan et livre de renvoi officiel de la cité de Mont-
réal, sous le numéro cinq cent un (501), du cadastre
du quartier Saint-Antoine, à Montréal, susdit, con-
tenant le dit lot quarante-deux pieds et trois pou-
ces de largeur, sur quatre-vingt-quatre pieds et six
pouces de profondeur dans une ligne, de quatre-
vingt-cinq pieds dans l'autre, mesure anglaise, for-
mant trois mille cinq cent quatre-vingt-un pieds,
plus ou moins, en superficie; borné en front par la
rue Versailles, d'un côté par le numéro cinq cent
(500), et de l'autre côté par le numéro cinq cent
deux (502)—ainsi qu'un quart des bâtisses dessus
construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de
Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de MAI pro-
chain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref
rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 19 avril 1898. Shérif. 1797
[Première publication, 23 avril 1898.]

street, made up of the lots known and designated
on the official plan and book of reference of Saint
Ann's ward aforesaid, as numbers nine hundred and
thirty-four (934) and nine hundred and thirty-five
(935)—with the building thereon erected.

2. Two lots of land situate and being in Saint
Gabriel ward, in the city of Montreal, said district;
bounded in front by Centre street, known and
designated on the official plan and book of reference
of the municipality of the parish of Montreal, as
numbers three thousand and thirty-five (3035) and
three thousand and thirty-six (3036)—with the
buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TWENTY-SIXTH day of MAY next, at
TWO of the clock in the afternoon. Said writ
returnable according to law.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 19th April, 1898. Sheriff. 1796
[First published, 23rd April, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **A**IMÉ BLAIS, master tin-
No. 2145. } smith, of the town of
Sainte Anne de Bellevue, Plaintiff; against the
lands and tenements of LUDGER PILON, of the
town of Sainte Anne de Bellevue, district of Mont-
real, and JOSEPH ALLARD, electrician, of the
city and district of Montreal, Defendants.

Seized as belonging to the said defendant Pilon,
the following immovable, to wit :

A lot made up of two lots of land situate in the
town of Saint Anne de Bellevue, district of Mont-
real, known and designated on the official plan and
in the book of reference of the parish of Sainte
Anne, county of Jacques Cartier, as numbers twenty-
two and twenty-three of the subdivision of the origi-
nal lot number one hundred and ninety-five; bound-
ed in front by the Queen's highway—with buildings
thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TWENTY-SIXTH day of MAY next, at
ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ
returnable according to law.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 19th April, 1898. Sheriff. 1794
[First published, 23 April, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **J**EAN P. MARION, of the
No. 1307. } city of Montreal, notary,
Plaintiff; against the lands and tenements of NOEL
DEMERS, of the city and district of Montreal,
Defendant.

One undivided fourth of the lot of land known
and designated on the official plan and book of
reference of the city of Montreal, as number five
hundred and one (501), of the cadastre of Saint
Antoine ward, at Montreal aforesaid, said lot con-
taining forty-two feet three inches in width, by
eighty-four feet six inches in depth in one line and
eighty-five feet on the other, english measure, form-
ing three thousand five hundred and eighty-one
feet, more or less, in area; bounded in front by
Versailles street, on one side by number five hun-
dred (500), and on the other side by number five
hundred and two (502)—as also one fourth of the
buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TWENTY-SIXTH day of MAY next, at
TEN o'clock in the forenoon. The said writ return-
able according to law.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 19th April, 1893. Sheriff. 1798
[First published, 23rd April, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **J**OSEPH ALPHONSE
No 690. } **C**CHEVRIER, du village
de Rigaud, district de Montréal, marchand, Deman-
deur ; vs. les terres et tènements de **D**A
ME BRIDGET DUNNIGAN, de la paroisse de Sainte-
Madeleine de Rigaud, district de Montréal, veuve
de feu John Cregan, en son vivant du même lieu,
cultivateur, Défendeur.

Un lot de terre situé sur le côté nord de la con-
cession Saint-George, dans la paroisse de Sainte-
Madeleine de Rigaud, district de Montréal, étant
composé des lots connus et désignés aux plan et
livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous les
numéros cent vingt-sept (127) et cent vingt-huit
(128), contenant cent vingt arpents en superficie,
plus ou moins—avec une maison, grange et autres
bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de la paroisse de Sainte-Madeleine de Rigaud, le
VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain, à ONZE
heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable sur-
vant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député shérif.
Montréal, 20 avril 1858. 1817

[Première publication, 23 avril 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montréal, à savoir : } **R**OBERT STANLEY
No 1745. } **R**OBERT CLARKE BAGG, des
cités et district de Montréal, avocat, Demandeur ;
contre les terres et tènements de **A**LBERT E.
LEWIS, ci-devant des cités et district de Montréal,
mais maintenant absent de la province de Québec,
dans des lieux inconnus au demandeur, mais cepen-
dant ayant encore son domicile dans la dite cité de
Montréal, Défendeur, dans laquelle cause **G**eorge
H. Smithers et **J**ohn J. Pangman, tous deux de la
dite cité de Montréal, courtiers, y faisant affaires en-
semble comme tels en société sous les nom et raison
de **B**urnett & Co., et le dit **G**eorge H. Smithers
tant individuellement et personnellement comme
étant membre de la dite société, et **L**ansing Lewis,
gérant d'assurance, de la dite cité de Montréal, sont
tiers saisis.

Saisis comme appartenant au dit défendeur **A**lbert
E. Lewis, les immeubles suivants, savoir :

1° Six lots de terre ou emplacements sis et situés
dans la ville Saint-Louis ; bornés en front par la
rue Saint-Louis, connus et désignés sous les numé-
ros cent soixante et quinze, cent soixante et dix-
sept, cent soixante et dix-huit, cent quatre-vingt-
cinq, cent quatre-vingt-sept et cent quatre-vingt-
huit de la subdivision officielle du lot numéro onze
des plan et livre de renvoi officiels du village incor-
poré de la Côte Saint-Louis, contenant chacun des
dits lots vingt-cinq pieds de largeur, par quatre-
vingt-quatre pieds de profondeur.

2° Dix-sept autres lots de terre ou empla-
cements, sis et situés dans la ville Saint-Louis ;
bornés en front par la rue Saint-Laurent, connus et
désignés sous les numéros deux cent trente-huit,
deux cent trente-neuf, deux cent quarante, deux
cent quarante et un, deux cent quarante-deux, deux
cent quarante-trois, deux cent quarante-sept, deux
cent quarante-huit, deux cent quarante-neuf, deux
cent cinquante, deux cent cinquante-six, deux cent
cinquante sept, deux cent cinquante-huit, deux
cent cinquante-neuf, deux cent soixante, deux cent
soixante et un et deux cent soixante-cinq, de la sub-
division officielle du lot numéro onze, des plan et
livre de renvoi officiels du village incorporé de la
Côte Saint-Louis, contenant chacun des dits lots
vingt-cinq pieds de largeur, par quatre-vingt-quatre
pieds de profondeur.

3° Quatorze autres lots de terre ou emplacements,
sis et situés dans la ville Saint-Louis ; bornés en
front par la rue Saint-Laurent, connus et désignés

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montréal, to wit : } **J**OSEPH ALPHONSE CHE-
No 690. } **V**RIER, of the village of
Rigaud, district of Montreal, merchant, Plaintiff ;
vs. the lands and tenements of **D**A
ME BRIDGET DUNNIGAN, of the parish of Sainte Madeleine de
Rigaud, district of Montreal, widow of the late
John Cregan, in his lifetime of the same place,
farmer, Defendant.

A certain lot of land situate on the north side of
the concession Saint George, in the parish of Sainte
Madeleine de Rigaud, district of Montreal, being
composed of the lots known and designated on the
official plan and book of reference of the said parish
under numbers one hundred and twenty seven (127),
and one hundred and twenty-eight (128), containing
one hundred and twenty arpents in superficie,
more or less—with a house, barn and other build-
ings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the
parish of Sainte Madeleine de Rigaud on the
TWENTY-SIXTH day of MAY next, at ELEVEN
of the clock in the forenoon. The said writ return-
able according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Montreal, 20th April, 1898. 1818

[First published, 23rd April 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montréal, to wit : } **R**OBERT STANLEY
No 1745. } **R**OBERT CLARKE BAGG, of the
city and district of Montreal, advocate, Plaintiff ;
against the lands and tenements of **A**LBERT E.
LEWIS, formerly of the city and district of Mon-
treal, but now absent from the province of Quebec,
in parts unknown to plaintiff, but still having his
domicile in said city of Montreal, Defendant, in
which case **G**eorge H. Smithers and **J**ohn J. Pang-
man, both of the said city of Montreal, brokers, and
carrying on business there together as such in
copartnership under the firm, name and style of
Burnett & Co., and said **G**eorge H. Smithers as well
individually and personally as being a member of
said firm, and **L**ansing Lewis, insurance manager,
of the said city of Montreal, are tiers-saisis.

Sized as belonging to the said defendant **A**lbert
E. Lewis, the following immoveables, to wit :

1. Six lots of land situate in the town of Saint
Louis ; bounded in front by Saint Louis street,
known and designated as numbers one hundred and
seventy-five, one hundred and seventy-seven, one
hundred and seventy-eight, one hundred and
eighty-five, one hundred and eighty-seven and one
hundred and eighty-eight of the official subdivision
of lot number eleven of the official plan and book
of reference of the incorporated village of Côte
Saint Louis, each of the said lots containing twenty-
five feet in width by eighty-four feet in depth.

2. Seventeen other lots of land situate in the
town of Saint Louis ; bounded in front by Saint
Lawrence street, known and designated as numbers
two hundred and thirty-eight, two hundred and
thirty-nine, two hundred and forty, two hundred
and forty-one, two hundred and forty-two, two
hundred and forty-three, two hundred and forty-
seven, two hundred and forty-eight, two hundred
and forty-nine, two hundred and fifty, two hundred
and fifty-six, two hundred and fifty-seven, two
hundred and fifty-eight, two hundred and fifty-nine,
two hundred and sixty, two hundred and sixty-one
and two hundred and sixty-five of the official sub-
division of lot number eleven of the official plan and
book of reference of the incorporated village of
Côte Saint Louis, each of the said lots containing
twenty-five feet in width by eighty-four feet in
depth.

3. Fourteen other lots of land situate in the town
of Saint Louis ; bounded in front by Saint Law-
rence street, known and designated as numbers two

dans le comté de Vaudreuil, contenant environ vingt arpents en superficie ; borné en front par le chemin de la Reine, lequel lot de terre est connu et désigné sous le numéro cinq cent onze (511), sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Lazare—sans bâtisses.

Pour être vendus comme suit, savoir : Les paragraphes Nos 1, 2 et 3, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Clet, le VINGT-SIXIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de de l'avant-midi, et le paragraphe No 4, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Lazare, le MÊME JOUR, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 20 avril 1898. 1815
[Première publication, 23 avril 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : { DAME MERCEDES No. 1956. } PAPINEAU, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de Guillaume Couture, de Montréal susdit, professeur de musique, et dûment autorisée par son dit mari, et le dit Guillaume Couture dans le but d'autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, et Delle Henriette Papineau, du même lieu, fille majeure, Demandeurs ; contre les terres et tenements de HECTOR G. CADIEUX, du même lieu, Défendeur.

Un terrain de figure irrégulière, formant le coin nord-ouest des rues Notre-Dame et de Salaberry, situé dans le quartier Sainte-Marie, dans la cité de Montréal, étant une partie du lot numéro quatre-vingt-neuf (No. 89), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Marie, et borné comme suit : en front au sud par la nouvelle ligne de la rue Notre-Dame, où il mesure environ trente-huit pieds, d'un côté au nord-est par la rue de Salaberry, où il mesure environ dix-neuf pieds, de l'autre côté à l'ouest où il mesure environ vingt-huit pieds, et en arrière au nord où il mesure environ quarante-trois pieds par le résidu du dit lot numéro quatre-vingt-neuf, et formant une superficie de neuf cent soixante pieds environ, le tout mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison en pierre, contenant un magasin avec un logement au-dessus et autres bâtisses construites sur le dit terrain.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 29 mars 1898. 1497-3
[Première publication, 2 avril 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : { L'INSTITUTION No. 1892. } ROYALE POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES, compagnie constituée en corporation et corps politique ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de EDMUND GUERIN, écuyer avocat, ci-devant des cité et district de Montréal, maintenant de la paroisse de Notre-Dame de Grâce, dans le district de Montréal, tant en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Mary Ann Hayes, en son vivant de la ville de Lachute, dans le district de Terrebonne, fille majeure, décédée, et aussi personnellement, que comme étant légataire universel et héritier par testament de la dite Mary Ann Hayes, en vertu du dit testament, Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur ès-qualité, l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre étant partie du lot connu et

Lazare, in the county of Vaudreuil, containing about twenty arpents in area ; bounded in front by Queen's highway, which lot is known and designated as number five hundred and eleven (511), on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Lazare—without buildings.

To be sold as follows, to wit : paragraphs Nos. 1, 2 and 3, at the door of the parish church of the parish of Saint Clet, on the TWENTY-SIXTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon ; and paragraph No. 4, at the door of the parish church of the parish of Saint Lazare, on the SAME DAY, at TWO of the clock in the afternoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Montreal, 20th April, 1898. 1816
[First published, 23rd April, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : { DAME MERCEDES PAPI- No. 1956. } NEAU, of the city and district of Montreal, wife separated as to property of Guillaume Couture, of Montreal aforesaid, professor of music, and by her said husband duly authorized, and the said Guillaume Couture, for the purpose of authorizing his said wife for the purposes hereof, and Miss Henriette Papineau, of the same place, spinster (fille majeure), Plaintiffs ; against the lands and tenements of HECTOR G. CADIEUX, of the same place, Defendant.

A lot of irregular outline, forming the north west corner of Notre Dame and de Salaberry streets, situate in Saint Mary's ward, in the city of Montreal, being a part of lot number eighty-nine (No. 89), of the official plan and book of reference of the said Saint Mary's ward, and bounded as follows : in front to the south by the new line of Notre Dame street, where it measures about thirty-eight feet, on one side to the north east by de Salaberry street, where it measures about nineteen feet, and on the other side to the west where it measures about twenty-eight feet, and in rear to the north where it measures about forty-three feet by the residue of the said lot number eighty-nine, and forming an area of about nine hundred and sixty feet, the whole english measure and more or less—with a stone house, containing a shop with a dwelling above, and outbuildings erected on the said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 29th March, 1898. 1498
[First published, 2nd April, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : { THE ROYAL INSTITU- No. 1892. } TION FOR THE ADVANCEMENT OF LEARNING, a body politic and corporate duly incorporated and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of EDMUND GUERIN, formerly of the city and district of Montreal, now of the parish of Notre Dame de Grâce, in the district of Montreal, esquire, advocate as well in his capacity of executor of the last will and testament of the late Mary Ann Hayes, in her lifetime of the town of Lachute, in the district of Terrebonne, spinster, deceased, and also personally as being the universal legatee and testamentary heir of the said Mary Ann Hayes, under her said will, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant ès-qualité, the following immovable, to wit :

A lot of land being part of the lot known and

désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal, sous le numéro cinq cent seize (No. 516)—avec les bâtisses sus-érigées ; borné en front par la présente ligne de la rue Bleury, le dit lot étant le résidu du dit lot numéro cinq cent seize, déduction faite de la partie du dit lot officiel exproprié par la cité de Montréal, pour l'élargissement de la dite rue.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le SIXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 30 mars 1898. 1541-3
[Première publication, 2 avril 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **ALBERT AARON STAUN-**
No 2106. } **TON**, de la ville de West-
mount, dit district, agent d'immeubles, Deman-
deur ; contre les terres et tenements de **JOSEPH**
ANTHIME GUENETTE, de la ville de Saint-
Louis, dans le district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans la ville de Saint-
Louis, dans le comté d'Hochelaga, dans le district
de Montréal ; borné en front par la rue Hutchison,
connu et désigné comme étant le numéro trente
(30), de la subdivision du lot numéro huit (8), de
la subdivision du lot officiel, connu et désigné aux
plan et livre de renvoi officiels du village incorporé
de la Côte Saint-Louis, (paroisse de Montréal), sous
le numéro douze (12) — sans bâtisses.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de
Montréal, le CINQUIEME jour de MAI prochain,
à TROIS heures de l'après-midi. Le dit bref rap-
portable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Montréal, 30 mars 1898. 1545-3
[Première publication, 2 avril 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LE CREDIT FONCIER**
No 2475. } **FRANCO-CANA-**
DIEN, corps politique et incorporé, ayant le principal
siège de ses affaires en la cité et le district de
Montréal, Demandeur ; contre les terres et tene-
ments de **MICHAEL C. MULLARKY**, manufactu-
rier, des cité et district de Montréal, tant person-
nellement qu'en sa qualité d'usufruitier et exécuteur
testamentaire de feu Elizabeth Carey, sa défunte
épouse, Défendeur.

Saisi comme appartenant à la succession de feu
Elizabeth Carey et en la possession du dit défendeur
es-qualité, l'immeuble ci-après mentionné, savoir :

Un terrain sis et situé dans le quartier Saint-
Antoine, en la cité de Montréal, dit district, connu
comme étant la partie nord-ouest du lot de terre
connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels
du dit quartier Saint-Antoine, sous le numéro onze
cent vingt-six (1126), la dite partie mesurant cin-
quante (50) pieds de largeur par quatre-vingt-huit
(88) pieds de profondeur, plus ou moins ; touchant
au nord-ouest au lot de terre connu et désigné aux
plan et livre de renvoi officiels du susdit quartier
sous le numéro onze cent vingt-cinq (1125), et au
sud-est au résidu du susdit lot onze cent vingt-six
(1126), le dit terrain s'étendant de la rue Hanover à
la rue Sainte-Geneviève — avec deux maisons sur la
rue Hanover et deux maisons sur la rue Sainte-
Geneviève et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de
Montréal, le SIXIEME jour de MAI prochain, à

designated upon the official plan and book of refer-
ence of the Saint Lawrence ward, of the city of
Montreal, under the number five hundred and
sixteen (No. 516) — with the buildings thereon erected ;
bounded in front by the present line of Bleury
street, said lot being the remaining part of said lot
number five hundred and sixteen, after the deduc-
tion of the portion of said official lot expropriated
by the city of Montreal, for the widening of said
street.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the SIXTH day of MAY next, at TEN of the
clock in the forenoon. The said writ returnable
according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 30 March, 1898. 1542
[First published, 2nd April, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **ALBERT AARON STAUN-**
No. 2106. } **TON**, of the town of West-
mount, in said district, real estate agent, Plaintiff ;
against the lands and tenements of **JOSEPH AN-**
THIME GUENETTE, of the town of Saint Louis,
in the district of Montreal, Defendant.

A lot of land situate and being in the town of
Saint Louis, in the county of Hochelaga, in the dis-
trict of Montreal ; bounded in front by Hutchison
street, known and designated as being number
thirty (30) of the subdivision of lot number eight
(8) of the subdivision of the official lot known and
designated on the official plan and book of reference
of the incorporated village of Cote Saint Louis
(parish of Montreal), as number twelve (12) — with-
out buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the FIFTH day of MAY next, at THREE
o'clock in the afternoon. The said writ returnable
according to law

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 30th March, 1898. 1546
[First published, 2nd April, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **LE CREDIT FONCIER**
No. 2475. } **FRANCO CANADIEN**,
a body politic and corporate, having its chief place
of business in the city and district of Montreal,
Plaintiff ; against the lands and tenements of
MICHAEL C. MULLARKY, manufacturer, of the
city and district of Montreal, as well personally as
in his quality of usufructuary and testamentary
executor of the late Elizabeth Carey, his deceased
wife, Defendant.

Seized as belonging to the estate of the late
Elizabeth Carey, and in the possession of the said
defendant *es-qualité*, the immovable hereinafter
mentioned, to wit :

A lot situate and being in Saint Antoine ward, in
the city of Montreal, said district, known as being
the north west part of the lot of land known and
designated on the official plan and book of refer-
ence of the said Saint Antoine ward, as number
eleven hundred and twenty-six (1126), said part
measuring fifty (50) feet in width by eighty-eight
(88) feet in depth, more or less ; bounded on the
north west by the lot of land known and designated
on the official plan and book of reference of the
said ward, as number eleven hundred and twenty-
five (1125), and on the south east to the remainder
of the said lot one hundred and twenty-six (1126),
said lot reaching from Hanover street to Saint
Genevieve street — with two houses on Hanover
street and two houses on Saint Genevieve street,
and outbuildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on
the SIXTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock

ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 30 mars 1898. 1543-3
[Première publication, 2 avril 1898.]

in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 30th March, 1898. 1544
[First published, 2nd April, 1898.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure—District d'Ottawa.
Ottawa, à savoir : } **DAME FRANCIS MARY**
No 376. } **RUSSELL**, de la ville de Orange-Est, dans l'état de New-Jersey, l'un des Etats-Unis d'Amérique, veuve de feu Ruggles Wright, en son vivant du canton de Hull, dans le district d'Ottawa, Demanderesse ; contre les terres et tenements de **JOHN MUTCHMORE**, de la cité de Hull, dans le district d'Ottawa, Défendeur, à savoir :

Le lot numéro deux cent quarante-six (246), du quartier numéro quatre (4), en la cité de Hull, contenant soixante-six pieds de largeur, sur quatre-vingt-dix-neuf pieds de profondeur—avec les bâtisses et améliorations dessus érigées.

Pour être vendu au bureau du shérif, au palais de justice, en la cité de Hull, le VINGT-SIXIEME jour du mois de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

COUTLEE & WRIGHT.

Bureau du Shérif, Shérif.
Hull, 20 avril 1898. 1831
[Première publication, 23 avril 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure. — District d'Ottawa.
Ottawa, à savoir : } **ARISTIDE M. LAPIERRE**,
No 400. } de la ville de Buckingham, district d'Ottawa, commerçant, Demandeur ; contre les terres et tenements de **DAVID NAILON**, du canton de Buckingham, district d'Ottawa, cultivateur, Défendeur, à savoir :

Un certain morceau ou lopin de terre situé dans le canton de Buckingham, dans le district d'Ottawa, connu et désigné comme étant le lot numéro seize c (No 16c), dans le dixième rang du susdit canton de Buckingham, suivant le plan et le livre de renvoi officiel pour le dit canton de Buckingham—avec les bâtisses dessus érigées, moins les droits de mine sur la dite propriété qui ont été déjà disposés.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Grégoire de Nazianze de Buckingham, dit district, le VINGT-CINQUIEME jour du mois de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

COUTLEE & WRIGHT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Hull, 20 avril 1898. 1833
[Première publication, 23 avril 1898.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.
Circuit de Québec
Québec, à savoir : } **DAME BRIDGETT O'DON-**
No. 3600. } **NELL**, de l'endroit appelé Lancaster, de l'Etat du New-Hampshire, un

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court—District of Ottawa.
Ottawa, to wit : } **DAME FRANCIS MARY**
No. 376. } **RUSSELL**, of the town of East Orange, in the State of New Jersey, one of the United States of America, widow of the late Ruggles Wright, in his lifetime of the township of Hull, in the district of Ottawa, Plaintiff; against the lands and tenements of **JOHN MUTCHMORE**, of the city of Hull, in the district of Ottawa, Defendant, to wit :

Lot number two hundred and forty-six (No. 246), of ward number four (No. 4), in the city of Hull, containing sixty-six feet in width, by ninety-nine feet in depth—with all the buildings, betterments and improvements thereon erected.

To be sold at the sheriff's office, at the court house, in the city of Hull, on the TWENTY-SIXTH day of the month of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

COUTLEE & WRIGHT.

Sheriff's Office, Shérif.
Hull, 20th April, 1898. 1832
[First published, 23rd April, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court—District of Ottawa.
Ottawa, to wit : } **ARISTIDE M. LAPIERRE**,
No. 400. } of the town of Buckingham, district of Ottawa, merchant, Plaintiff; against the lands and tenements of **DAVID NAILON**, of the township of Buckingham, district of Ottawa, farmer, Defendant, to wit :

A certain piece or tract of land situate, lying and being in the township of Buckingham, in the district of Ottawa, known and distinguished as being the lot number sixteen c (16 c), in the tenth range of the aforesaid township of Buckingham, according to the official plan and book of reference for the said township of Buckingham—with the buildings thereon erected, less the mineral rights on said property which are disposed of.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Grégoire de Nazianze of Buckingham, said district, on the TWENTY-FIFTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

COUTLEE & WRIGHT,

Sheriff's Office, Shérif.
Hull, 20th April, 1898. 1834
[First published, 23rd April, 1898.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.
Quebec Circuit.
Quebec, to wit : } **DAME BRIDGETT O'DON-**
No. 3600. } **NELL**, of the place called Lancaster, in the state of New Hampshire, one of

des Etats-Unis d'Amérique, veuve de Peter Houley, en son vivant du même lieu; contre GEORGIANA PERREAULT, épouse séparée de biens de John Houley, et le dit John Houley, tant personnellement que pour autoriser et assister sa dite épouse, tous deux de Saint-Sylvestre, dans le comté de Lotbinière, à savoir:

1° Le lot No. 292 (deux cent quatre-vingt-douze) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sylvestre, dans le comté de Lotbinière, étant un lot de terre situé sur le côté nord du chemin Sainte-Marie en la dite paroisse—circonstances et dépendances.

2° Le lot No. 508 (cinq cent huit) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sylvestre, dans le comté de Lotbinière, étant un lot de terre situé sur le côté sud du chemin Sainte-Marie de la dite paroisse—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Sylvestre, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 21 avril 1898. 1849
[Première publication, 23 avril 1898.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } LA CORPORATION DE
No 1463. } LA VILLE DE LEVIS,
corps politique et incorporé, ayant ses bureau et lieu d'affaires, en la ville de Lévis; contre JEAN BAPTISTE CARON, de la ville de Lévis, hôtelier, à savoir:

Parties des lots Nos 421 et 422 (quatre cent vingt-un et quatre cent vingt-deux) du cadastre officiel pour le quartier Lauzon, de la ville de Lévis; bornés vers le nord partie par le lot No 428 (quatre cent vingt-huit) et partie par le lot No 429 (quatre cent vingt-neuf), à l'ouest pour une partie, au sud, par le reste du lot No 421 (quatre cent vingt et un), pour une autre partie, au sud, par le reste du lot No 422 (quatre cent vingt-deux), lot de grève appartenant à la corporation de la ville de Lévis, et par un passage public de seize pieds, dont quinze contigus au dit terrain, à l'est, partie du lot No 422 (quatre cent vingt-deux), étant le passage du chemin de fer Intercolonial du gouvernement de notre puissance du Canada étant un emplacement situé au nord du chemin de fer Intercolonial; pour être vendus en un seul et même lot—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, comté de Lévis, le VINGT SEPTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, le 21 avril 1898. 1847
[Première publication, 23 avril 1898.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } LA CORPORATION DE
No 1903. } LA VILLE DE LEVIS,
corps politique incorporé, ayant ses bureau et lieu d'affaires, en la ville de Lévis; contre DAME FLAVIE TURGEON, veuve de feu Charles Thompson, en son vivant manchonnier, de la ville de Lévis, à savoir:

Les lots Nos 529 et 530 (cinq cent vingt-neuf et cinq cent trente), du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame, de la ville de Lévis, étant des emplacements situés sur la rue Côte du Passage, pour être vendus en un seul et même lot—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, comté de Lévis, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI pro-

the United States of America, widow of Peter Houley, in his lifetime of the same place; against GEORGIANA PERREAULT, wife separated as to property of John Houley, and the said John Houley, as well personally as to authorize and assist his said wife, both of Saint Sylvestre, in the county of Lotbinière, to wit:

1. Lot No. 292 (two hundred and ninety-two), of the official cadastre of the parish of Saint Sylvestre, in the county of Lotbinière, being a lot of land situate on the north side of the Saint Mary's road, in the said parish—circumstances and dependencies.

2. Lot No. 508 (five hundred and eight), of the official cadastre of the parish of Saint Sylvestre, in the county of Lotbinière, being a lot of land situate on the south side of the Saint Mary's road, of the said parish—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Sylvestre, the TWENTY-SEVENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 21st April, 1898. 1850
[First published, 23rd April, 1898.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } THE CORPORATION OF
No. 1493. } THE TOWN OF LEVIS,
body politic and corporate, having its office and place of business in the town of Lévis; against JEAN-BAPTISTE CARON, of the town of Lévis, hotel-keeper, to wit:

Part of lots Nos. 421 and 422 (four hundred and twenty-one and four hundred and twenty-two) of the official cadastre for Lauzon ward, of the town of Lévis; bounded to the north partly by lot No. 428 (four hundred and twenty-eight), and partly by lot No. 429 (four hundred and twenty-nine) to the west, for a part, to the south, by the remainder of the lot No. 421 (four hundred and twenty-one), for another part, to the south, by the remainder of lot No. 422 (four hundred and twenty-two), beach lot belonging to the corporation of the town of Lévis and by a public passage of sixteen feet, of which fifteen contiguous to the said lot of land, to the east part of lot No. 422 (four hundred and twenty-two), being the passage of the Intercolonial railway of the government of the Dominion of Canada, being a lot situate to the north of the Intercolonial railway; to be sold in one and the same lot—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame de la Victoire, county of Lévis, on the TWENTY-SEVENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 21st April, 1898. 1848
[First published, 23rd April 1898.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } THE CORPORATION OF THE
No. 1904. } TOWN OF LEVIS, a body
politic and corporate, having its office and place of business in the town of Lévis; against DAME FLAVIE TURGEON, widow of the late Charles Thompson, in his lifetime furrier, of the town of Lévis, to wit:

Lots Nos. 529 and 530 (five hundred and twenty-nine and five hundred and thirty) of the official cadastre for Notre Dame ward, of the town of Lévis, being the lots situated on Côte du Passage street, to be sold in one and the same lot—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame de la Victoire, county of Lévis, on the TWENTY-SEVENTH day of MAY next, at TEN

chain, à DIX heures avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON.

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 21 avril 1898. 1845
[Première publication, 23 avril 1898.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **D**EMOISELLE EMILIE
No 307. } **BITTNER**, autrefois
de Saint-Ambroise, maintenant de Saint-David de
l'Aube-Rivière, institutrice : contre **DAME MARIE**
VALLIERE, veuve de Michel Robitaille, de la paroisse de Sainte-Catherine, dans le comté de Portneuf, à savoir :

1° Le No 217 (deux cent dix-sept), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Catherine, comté de Portneuf, étant une terre située en la quatrième concession de la dite paroisse—avec bâtieses, circonstances et dépendances.

2° Le No 223 (deux cent vingt-trois), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Catherine, comté de Portneuf, étant une terre située en la quatrième concession de la dite paroisse, circonstances et dépendances. A distraire, un emplacement occupé par Charles Boilard, faisant partie du susdit numéro 223 (deux cent vingt-trois) du dit cadastre, contenant cinquante pieds de front sur soixante et quinze pieds de profondeur ; borné au nord au cimetière de la dite paroisse.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Catherine, le SIXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 31 mars 1898. 1559-3
[Première publication, 2 avril 1898.]

FIERI FACIAS.

Circuit de Québec.

Québec, à savoir : } **D**A^ME BRIDGETT O'DON-
No. 3600. } **NELL**, de l'endroit appelé
Lancaster, de l'Etat du New Hampshire, un des
Etats-Unis d'Amérique, veuve de Peter Houley, en
son vivant du même lieu ; contre **GEORGIANA**
PERREAULT, épouse séparée de biens de John
Houley, et le dit John Houley tant personnellement
que pour autoriser et assister sa dite épouse, tous
deux de Saint-Sylvestre, dans le comté de Lotbinière, à savoir :

Saisi comme appartenant au dit John Houley :

Le lot No. 292 (deux cent quatre-vingt-douze), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sylvestre, comté de Lotbinière, étant un lot de terre situé dans la concession sud du chemin Sainte-Marie—avec bâtieses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Sylvestre, le DIXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 6 avril 1898. 1627-2
[Première publication, 9 avril 1898.]

Sheriff's Sales—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } **L**EON CHEVREFILS dit
No 4174. } **BELISLE**, briquetier, ci-
devant de la paroisse de Saint-Thomas de Pierre-
ville, dit district de Richelieu, et actuellement de
East Windsor Hill, dans l'état de Connecticut, un

o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Shérif.
Quebec, 21st April, 1898. 1846
[First published, 23rd April, 1898.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **M**ISS EMILIE BITTNER,
No. 307. } formerly of Saint Ambroise,
now of Saint David de l'Aube Rivière, teacher ;
against **DAME MARIE VALLIERE**, widow of
Michel Robitaille, of the parish of Sainte Catherine,
in the county of Portneuf, to wit :

1. Lot No. 217 (two hundred and seventeen), of the official cadastre of the parish of Sainte Catherine, county of Portneuf, being a land situate in the fourth concession of the said parish—with buildings, circumstances and dependencies.

2. Lot No. 223 (two hundred and twenty-three), of the official cadastre of the parish of Sainte Catherine, county of Portneuf, being a land situate in the fourth concession of the said parish—circumstances and dependencies. Reserving a lot occupied by Charles Boilard, forming part of the said number 223 (two hundred and twenty-three), of the said cadastre, containing fifty feet in front by seventy-five feet in depth ; bounded on the north by the cemetery of the said parish.

To be sold at the parochial church door of Sainte Catherine, on the SIXTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Shérif.
Quebec, 31st March, 1898. 1560
[First published, 2nd April, 1898.]

FIERI FACIAS.

Quebec Circuit.

Québec, to wit : } **D**A^ME BRIDGET O'DON-
No. 3600. } **NELL**, of the place called
Lancaster, in the state of New Hampshire, one of
the United States of America, widow of Peter
Houley, in his lifetime of the same place ; against
GEORGIANA PERREAULT, wife separated as to
property of John Houley, and the said John Hou-
ley as well personally as to assist his said wife, both
of Saint Sylvester, in the county of Lotbinière, to
wit :

Seized as belonging to the said John Houley.

Lot No. 292 (two hundred and ninety-two), of the official cadastre of the parish of Saint Sylvester, county of Lotbinière, being a land situate in the south concession of the Saint Mary's road,—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Sylvester, on the TENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Shérif.
Quebec, 6th April, 1898. 1628
[First published, 9th April, 1898.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } **L**EON CHEVREFILS dit
No. 4174. } **BELISLE**, brickmaker,
formerly of the parish of Saint Thomas de Pierre-
ville, said district of Richelieu, and now of East
Windsor Hill, in the State of Connecticut, one of

des Etats-Unis d'Amérique, Demandeur ; contre HILAIRE GAUTHIER, de la paroisse de Saint-Thomas de Pierreville, dans le district de Richelieu, Défendeur

1° Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Thomas de Pierreville, en la concession Sainte-Anne, étant le lot numéro cinq cent huit (No 508), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Thomas de Pierreville—circonstances et dépendances.

2° Un morceau de terre situé au même lieu, en la concession Saint-Joseph et en la concession des neuf arpents, étant les lots numéros cent quatre-vingt-quinze (No 195), et quatre cent soixante et dix-sept (477), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Thomas de Pierreville—circonstances et dépendances.

3° Une terre située au même lieu, en la concession sud du Petit Bois et en la concession Saint-Joseph, étant les lots numéros cent quatre-vingt (190), cent quatre-vingt-un (No 181), cent quatre-vingt-sept (187), cent quatre-vingt-huit (188), cent quatre-vingt-dix, (190) et partie des lots numéros cent quatre-vingt-onze (pt. No 191), et cent quatre-vingt-douze (pt. No 192), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint Thomas de Pierreville, de la contenance. Cette dite partie des lots Nos 191 et 192, de trois arpents de largeur sur sept arpents de profondeur, le tout plus ou moins ; tenant d'un bout au cordon des terres de la concession Hussaudière ou du Petit Bois, de l'autre bout à Charles Gauthier, à l'endroit où l'ancien chemin de front de la dite concession Saint-Joseph passait, d'un côté à Félix Grondin, et de l'autre côté à Onésime Vadeboncoeur—avec les bâtisses dessus érigées.

A distraire du susdit lot numéro cent quatre-vingt-dix (No 190), un morceau de terre appartenant à Hilaire Côté ou représentant, d'environ un demi arpent de front sur trois arpents de profondeur ; tenant d'un bout à Félix Grondin, de l'autre bout au chemin de front, et des deux côtés au dit Hilaire Gauthier.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Thomas de Pierreville, le VINGT-SEPTIEME jour du mois de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 20 avril 1898 1839
[Première publication, 23 avril 1898.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Québec.

Sorel, à savoir : } LOUIS LUDGER RIVARD,
No 1529. } écuyer, notaire, de la cité
de Québec, Demandeur ; contre DAVID THE-
RIEN, cultivateur, ci-devant de la paroisse de
Saint-Antoine de la Baie du Febvre, comté d'Yamaska, maintenant de la paroisse de Sainte-Clothilde de Horton, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Antoine de La Baie du Febvre, en la concession La Grande Plaine, étant le lot numéro huit cent trente (No 830), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Antoine de La Baie du Febvre, de trois arpents de front sur quarante-quatre arpents de profondeur, le tout plus ou moins, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Antoine de La Baie du Febvre, le VINGT-CINQUIEME jour du mois de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 20 avril 1898. 1843
[Première publication, 23 avril 1898.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } EUSEBE MONDOUX, com-
No. 3615 } mercant, de la paroisse
de Saint-François du Lac, district de Richelieu,

the United States of America, Plaintiff ; against HILAIRE GAUTHIER, of the parish of Saint Thomas de Pierreville, in the district of Richelieu, Defendant.

1. A piece of land situate in the parish of Saint Thomas de Pierreville, in the concession Sainte Anne, being lot number five hundred and eight (No. 508), of the official cadastre for the said parish of Saint Thomas de Pierreville—circumstances and dependencies.

2. A piece of land situate at the same place, in the concession Saint Joseph, and in the concession of the nine arpents, being lots numbers one hundred and ninety-five (No. 195), and four hundred and seventy-seven (No. 477), of the official cadastre for the said parish of Saint Thomas de Pierreville—circumstances and dependencies.

3. A land situate at the same place, in the south concession of Petit Bois and in the concession Saint Joseph, being lots numbers one hundred and eighty (No. 180), one hundred and eighty-one (No. 181), one hundred and eighty-seven (No. 187), one hundred and eighty-eight (No. 188), one hundred and ninety (No. 190), and part of lots numbers one hundred ninety-one (part No. 191), and one hundred ninety-two (part No. 192), of the official cadastre for the said parish of Saint Thomas de Pierreville. This said part of lots Nos 191 and 192, containing three arpents in width by seven arpents in depth, the whole more or less ; adjoining at one end the division line of lands of the concession Hussaudière ou du Petit Bois, at the other end by Charles Gauthier, at the place where the former front road of the said concession Saint Joseph passed, on one side Felix Grondin, and on the other side Onésime Vadeboncoeur—with buildings thereon erected.

To detach from the said lot number one hundred and ninety (No. 190), a piece of land belonging to Hilaire Côté or representative, containing about half an arpent in front by three arpents in depth ; bounded at one end by Félix Grondin, at the other end by the front road, and one both sides by the said Hilaire Gauthier.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Thomas de Pierreville, on the TWENTY-SEVENTH day of the month of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 20th April, 1898. 1840
[First published, 23rd April, 1898.]

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Québec.

Sorel, to wit : } LOUIS LUDGER RIVARD,
No. 1529. } Esquire, notary, of the city of
Québec, Plaintiff ; against DAVID THERIEN,
farmer, formerly of the parish of Saint Antoine de
la Baie du Febvre, county of Yamaska, now of the
parish of Sainte Clothilde de Horton, Defendant.

A land situate in the parish of Saint Antoine de la Baie du Febvre, in the concession La Grande Plaine, being lot number eight hundred and thirty (No. 830), of the official cadastre of the said parish of Saint Antoine de la Baie du Febvre, containing three arpents in front, by forty four arpents in depth, the whole more or less—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Antoine de la Baie du Febvre, on the TWENTY-FIFTH day of the month of MAY next, at eleven o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 20th April, 1898. 1844
[First published, 23rd April, 1898.]

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } EUSEBE MONDOUX, trader,
No. 3615. } of the parish of Saint François
du Lac, district of Richelieu, Plaintiff ; against

Demandeur ; contre ALEXANDRE LAPERRIERE, de la paroisse de Saint-Thomas de Pierreville, dans le district de Richelieu, Défendeur, et ADOLPHE LAPERRIERE ET AL. Tiers-Saisis.

Comme appartenant au dit défendeur :

Une portion de terre située dans le village de Pierreville, du côté Est de la rue Rouillard, de la contenance de quarante-cinq pieds de largeur sur cent dix-sept pieds de profondeur, le tout plus ou moins, tenant d'un bout à la dite rue, de l'autre bout à Gédéon Genest or représentant, d'un côté à Zéphirin Duperron, et de l'autre côté à Dame veuve Thomas Maurault—avec maison et autres bâtisses dessus construites.

Laquelle portion de terre est une partie du lot de terre décrite aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Thomas de Pierreville, sous le numéro neuf cent dix (No. 910).

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale, de la paroisse de Saint-Thomas de Pierreville, le VINGT-SEPTIEME jour du mois de MAI prochain à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 20 avril 1898. 1841
[Première publication, 23 avril 1898.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure du district de Richelieu.

Sorel, à savoir : } LOUIS LUDGER RIVARD,
No 4179. } L écuyer, notaire, de la cité de Québec, Demandeur ; contre ALFRED THERIEN, de la paroisse de Saint-Antoine de La Baie du Febvre, Défendeur, et Jean Baptiste Bondy, copiste, de la cité de Sorel, curateur au délaissement fait par le dit Défendeur.

Un terrain d'environ trente-deux arpents (32) en superficie, situé dans la quatrième concession de la paroisse de Saint-Antoine de La Baie du Febvre, et connu et désigné par le lot mille quatre-vingt-quatorze (1094), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antoine de La Baie du Febvre, comté de Yamaska—avec une grange dessus construite.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Antoine de La Baie du Febvre, le VINGT-CINQUIEME jour du mois de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 20 avril 1898. 1837
[Première publication, 23 avril 1898.]

ALEXANDRE LAPERRIERE, of the parish of Saint Thomas de Pierreville, in the district of Richelieu, Defendant, and ADOLPHE LAPERRIERE ET AL. garnishees.

As belonging to the said defendant :

A portion of a land situate in the village of Pierreville, on the east side of Rouillard street, containing forty-five feet in width by one hundred and seventeen feet in depth, the whole more or less, adjoining to one end the said street, at the other end Gédéon Genest or representative, on one side Zéphirin Duperron and on the other side Dame widow Thomas Maurault—together with house and other buildings thereon erected.

The said portion of land is a part of the lot of land described on the official plan and in the book of reference for the parish of Saint Thomas de Pierreville, as number nine hundred and ten (No. 910.)

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Thomas de Pierreville, on the TWENTY-SEVENTH day of the month of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 20th April, 1898. 1842
[First published, 23rd April, 1898.]

FIERI FACIAS.

Superior Court of district of Richelieu.

Sorel, to wit : } LOUIS LUDGER RIVARD,
No. 4179. } L esquire, notary, of the city of Quebec, Plaintiff ; against ALFRED THERIEN, of the parish of Saint Antoine de la Baie du Febvre, Defendant, and Jean Baptiste Bondy, copyist, of the city of Sorel, curator to the surrender made by the said Defendant.

A lot of land of about thirty-two arpents (32) in area, situate in the fourth concession of the parish of Saint Antoine de la Baie du Febvre, and known and designated as lot one thousand and ninety-four (1094), of the official cadastre of the parish of Saint Antoine de la Baie du Febvre, county of Yamaska—with a barn thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Antoine de la Baie du Febvre, on the TWENTY-FIFTH day of the month of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 20th April, 1898. 1838
[First published, 23rd April, 1898.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } DAME EMERANCE
No 766 } SIMARD, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, veuve de feu François Xavier Darche, en son vivant marchand, de la dite cité, Demanderesse ; contre les terres et tenements d'ALFRED STACEY, du canton d'Ascot, district de Saint-François, et CAROLINE GODDARD, du dit canton d'Ascot, épouse séparée de biens, par jugement de la Cour Supérieure, du dit Alfred Stacey, et le dit Alfred Stacey tant personnellement que pour autoriser la dite épouse à ester en justice aux fins des présentes, Défendeurs.

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs les immeubles ci-après décrits, à savoir :

1° Un morceau de terre formant partie du lot numéro vingt-huit, dans le premier rang du canton d'Ascot, dans le district de Saint-François, conte-

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } DAME EMERANCE
No. 766. } SIMARD, of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, widow of the late François Xavier Darche, in his lifetime merchant, of the said city, Plaintiff ; against the lands and tenements of ALFRED STACEY, of the township of Ascot, district of Saint Francis, and CAROLINE GODDARD, of the said township of Ascot, wife separated as to property, by judgment of the superior court, of the said Alfred Stacey, and the said Alfred Stacey as well personally as to authorize his said wife to appear in judicial proceedings for the purposes hereof, Defendants.

Seized as belonging to the said defendants the immovables hereinafter described, to wit :

1. A piece of land forming part of the lot number twentw-eight, in the first range of the township of Ascot, in the district of Saint Francis, containing

nant environ treize acres et demi de terre en superficie, plus ou moins; borné en front partie par le chemin Dudswell et le terrain de l'église, et partie par un canal qui conduisait ci-devant l'eau depuis le ruisseau jusqu'à un moulin à farine, en arrière partie par la ligne de ville entre les cantons de Stoke et Ascot, et partie par un morceau de terre appartenant à Just Boucher, d'un côté vers l'ouest par la terre appartenant à Darche Frères, et de l'autre côté vers l'est partie par le chemin de Stoke et partie par la terre appartenant à Just Boucher, et aussi par le dit terrain de l'église—avec les bâtisses sus-érigées.

2° Un morceau de terre formant partie du lot numéro vingt-huit, dans le cinquième rang du canton de Stoke, dans le dit district, de forme triangulaire, contenant environ quatre acres de terre en superficie, plus ou moins; borné vers l'est partie par la terre d'Edouard Darche et partie par la terre de Just Boucher, et vers le nord partie par le Chemin de fer Québec Central, et partie par la terre d'Edouard Darche.

3° Un morceau de terre formant partie de la moitié ouest du lot numéro vingt-sept, dans le cinquième rang du susdit canton de Stoke, contenant quatre-vingt-quatre acres de terre en superficie, plus ou moins; borné vers l'est partie par la terre de Dupont et Camirand, et partie par la terre d'Aimé Proulx, vers l'ouest partie par la terre de D. G. Loomis & fils et partie par la terre de Francis Demers, vers le nord par la terre de Francis Demers et partie par la terre de Henry Beaulieu, et vers le sud partie par la terre de D. G. Loomis & fils, et partie par le chemin conduisant au moulin à scie de Darche—avec toutes les bâtisses sus-érigées.

Les terres mentionnées dans le paragraphe 1, pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Sherbrooke, dans le quartier est de la cité de Sherbrooke, le VINGT-CINQUIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi, et les terres mentionnées dans les paragraphes 2 et 3, pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Philémon de Stoke, le VINGT-SIXIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 19 avril 1898. Shérif. 1801
[Première publication, 23 avril 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } L' HONORABLE
No 794 } FREDERICK W. ANDREWS, de la paroisse de Saint-Sauveur, dans le district de Québec, juge de la cour supérieure, Demandeur; contre les terres et tenements de EDWARD LITTLE, du canton d'Ascot, dans le district de Saint-François, Défendeur, à savoir :

Un morceau de terre situé dans le canton de Hatley, dans le district de Saint-François, étant la moitié ouest de la moitié ouest du lot numéro quatre, dans le premier rang du dit canton, maintenant connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Hatley, comme la moitié ouest du lot numéro cent soixante et douze (No 172), dans le premier rang, contenant cinquante acres de terre en superficie, plus ou moins—avec toutes circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Catherine de Hatley, le TROISIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 29 mars 1898. Shérif. 1511-2
[Première publication, 2 avril 1898.]

about thirteen and one half acres of superficies, more or less; bounded in front partly by the Dudswell road and the church lot, and partly by a canal which formerly conveyed water from the brook to a grist-mill, in rear partly by the town line between the townships of Stoke and Ascot, and partly by a piece of land belonging to Just Boucher, on one side towards the west by land belonging to Darche Brothers, and on the other side towards the east partly by the Stoke road and partly by land belonging to Just Boucher, and also by the said church lot—with the buildings thereon erected and made.

2. A piece of land forming part of the lot number twenty-eight, in the fifth range of the township of Stoke, in the said district, of triangular figure, containing about four acres of land in superficies, more or less; bounded towards the east partly by land belonging to Edouard Darche, and partly by land belonging to Just Boucher, and towards the north partly by the Quebec Central Railway, and partly by land belonging to Edouard Darche.

3. A piece of land forming part of the west half of the lot number twenty-seven, in the fifth range of the township of Stoke aforesaid, containing eighty-four acres of land in superficies, more or less; bounded towards the east partly by land belonging to Dupont and Camirand, and partly by the land of Aimé Proulx, towards the west partly by the land of D. G. Loomis and Sons, and partly by the land of François Demers, towards the north by the land of François Demers, and partly by the land of Henry Beaulieu, and towards the south partly by the land of D. G. Loomis and Sons, and partly by the road leading to Darche's saw-mill—with all the buildings thereon erected and made.

To be sold the lands mentioned in paragraph 1, at the church door of the parish of Saint Jean Baptiste de Sherbrooke, in the east ward of the city of Sherbrooke, on the TWENTY-FIFTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon, and the lands mentioned in paragraphs 2 and 3, to be sold at the church door of the parish of Saint Philémon de Stoke, on the TWENTY-SIXTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Sherbrooke, 19th April, 1898. Sheriff. 1802
[First published, 23rd April, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Superior Court—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } HONORABLE
No. 794. } FREDERICK W. ANDREWS, of the parish of Saint Sauveur, in the district of Quebec, judge of the superior court, Plaintiff; against the lands and tenements of EDWARD LITTLE, of the township of Ascot, in the district of Saint Francis, Defendant, to wit :

A piece of land situate in the township of Hatley, in the district of Saint Francis, being the west half of the west half of the lot number four, in the first range of the said township, now known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Hatley, as the west half of the lot number one hundred and seventy-two (No. 172), in the first range, containing fifty acres of land in superficies, more or less—with all the appurtenances thereon or thereunto belongings.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Catherine of Hatley, on the THIRD day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Sherbrooke, 29th March, 1898. Sheriff. 1512
[First published, 2nd April, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour de Circuit, dans et pour le comté de Mégantie,
dans le district d'Arthabaska.

Saint-François, à savoir : } **DAME MARIE PHILOMENE EMMA**
 No. 6385. } **ROBERGE ET AL.,** Demandeurs ; contre les terres et tenements de **GEDEON GRIMARD, Défendeur.**

Une terre de la contenance de cent acres en superficie, plus ou moins, située dans le canton de Wolfestown, dans le district de Saint-François, connue et désignée comme étant la moitié nord-ouest du lot numéro dix-neuf (No 19), dans le quatrième rang du dit canton ; bornée en front par le chemin public, en arrière par la ligne de concession, d'un côté au terrain de Joseph Goulet, et de l'autre côté à une terre appartenant à Eusèbe Grimard—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Julien de Wolfestown, le **QUATRIÈME** jour de **MAI** prochain, à **UNE** heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Sherbrooke, 30 mars 1898. 1565-2
 [Première publication, 2 avril 1898.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Saint-Hyacinthe, No 161. } **MARIE ROSE ANNA THEBERGE,** Demande-
 resse ; contre **LOUIS BESSETTE,** Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours, dans le rang du Cordon, ci devant de la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, et étant le lot numéro quatre cent treize (No 413), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, et actuellement située en la dite paroisse de Notre-Dame de Bonsecours—avec bâtisses.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours, le **VINGT-SIXIÈME** jour de **MAI** prochain, à **UNE** heure de l'après-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Saint-Hyacinthe, 20 avril 1898. 1823
 [Première publication, 23 avril 1898.]

ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Saint-Hyacinthe, No. 144. } **EUSEBE CLOUETIER,** Deman-
 deur ; contre **ANTOINE LAPLANTE,** Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Barnabé, rang Saint-Amable, côté sud, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Barnabé, comme étant le numéro deux cent trente (No 230)—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Barnabé, le **NEUVIÈME** jour de **MAI** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Saint-Hyacinthe, 29 mars 1898. 1533-2
 [Première publication, 2 avril 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Circuit Court, in and for the county of Mégantie,
in the district of Arthabaska.

Saint Francis, to wit : } **DAME MARIE PHILOMENE EMMA**
 No. 6385. } **ROBERGE ET AL.,** Plaintiffs ; against the lands and tenements of **GEDEON GRIMARD, Defend-
 ant.**

A lot of land containing one hundred acres in area, more or less, situate in the township of Wolfestown, in the district of Saint Francis, known and designated as being the north west half of lot number nineteen (No. 19), in the fourth range of the said township ; bounded in front by the public road, in rear by the concession line, on one side by the land of Joseph Goulet, and on the other side by the land belonging to Eusèbe Grimard—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Julien de Wolfestown, on the **FOURTH** day of **MAY** next, at **ONE** of the clock in the afternoon. Said writ returnable according to law.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Shérif.
 Sherbrooke, 30th March, 1898. 1566
 [First published, 2nd April, 1898.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Canada, Province of Québec, District of Saint-Hyacinth, No. 161. } **MARIE ROSE ANNA THEBERGE,** Plaintiff ;
 against **LOUIS BESSETTE,** Defendant.

A lot of land situate in the parish of Notre Dame de Bonsecours, on the Cordon range, formerly of the parish of Sainte Marie de Monnoir, and being lot number four hundred and thirteen (No. 413), of the official plan and book of reference for the parish of Sainte Marie de Monnoir, and presently situated in the said parish of Notre Dame de Bonsecours—with the buildings.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Notre Dame de Bonsecours, the **TWENTY-SIXTH** day of **MAY** next, at **ONE** o'clock of the afternoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Shérif.
 Saint Hyacinth, 20th April, 1898. 1824
 [First published, 23rd April, 1898.]

ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Superior Court.

Canada, Province of Québec, District of Saint-Hyacinth, No. 144. } **EUSEBE CLOUETIER,** Plaintiff ;
 vs. **ANTOINE LAPLANTE,** Defend-
 ant.

A lot of land situate in the parish of Saint Barnabé, range Saint Amable, south side, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Barnabé, as lot number two hundred and thirty (No. 230)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Barnabé, on the **NINTH** day of **MAY** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Shérif.
 Saint Hyacinth, 29 March, 1898. 1534
 [First published, 2nd April, 1898.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.*

District de Terrebonne, } **WILLIAM GREER,**
Sainte-Scholastique, } Demandeur ; contre
savoir : No 342. } **ROBERTSON WOOL-**
SEY ET AL, Défendeurs, savoir : la propriété appartenant à Robertson Woolsey.

Une terre située en la Côte Saint-Jean, paroisse de Saint-Benoit, district de Terrebonne, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Benoit, sous le numéro cent trente-trois (No 133), formant en superficie quarante-quatre arpents et vingt-cinq perches—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Benoit, dit district, le **TROISIEME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PRÉVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 29 mars 1898. 1547 2
[Première publication, 2 avril 1898.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.*

District of Terrebonne, } **WILLIAM GREER,**
Sainte Scholastique, } Plaintiff ; against
to wit : No. 342. } **ROBERTSON WOOL-**
SEY ET AL, Defendants, to wit : the property belonging to Robertson Woolsey.

A land situate in the "Côte Saint Jean, parish of Saint Benoit, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Benoit, as number one hundred and thirty-three (No. 133), forming in area forty-four arpents and twenty-five perches—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Benoit, said district, on the **THIRD** day of **MAY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PRÉVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 29th March, 1898. 1548
[First published, 2nd April, 1898].

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **CHARLES JOSEPH**
No 1001. } **MARCHILDON,**
Demandeur ; contre **GEDEON VEZINA,** Défendeur.

Une terre sise et située dans le premier rang de la paroisse de Saint-Pierre les Becquets ; borné au nord au chemin Royal du dit rang, au sud à Joseph Vézina, au nord-est au dit Joseph Vézina et au sud-ouest à Nerée Poisson, étant la partie centre du numéro cinq du cadastre de la dite paroisse de Saint-Pierre les Becquets, comprenant environ vingt-quatre arpents en superficie y compris les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, le **VINGT-SIXIEME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable le trente et unième jour de mai prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 20 avril 1898. 1827
[Première publication, 23 avril 1898.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **CHARLES JOSEPH**
No. 1001. } **MARCHILDON,**
Plaintiff, against **GEDEON VEZINA,** Defendant.

A land situate and being in the first range of the parish of Saint Pierre les Becquets, bounded on the north by the Queen's road of the said range, on the south by Joseph Vézina, on the north east by the said Joseph Vézina, and on the south west by Nerée Poisson, being the centre part of number five of the cadastre of the said parish of Saint Pierre les Becquets, comprising about twenty-four arpents in area, and also including the buildings thereon erected—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pierre les Becquets, on the **TWENTY-SIXTH** day of **MAY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. Said writ returnable the thirty-first day of May next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 20th April, 1898. 1828
[First published, 23rd April, 1898.]

Nominations

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 22 avril 1898.

Il a plu à Son Honneur le **LIEUTENANT-GOUVERNEUR** de nommer, le 22 avril 1898, en vertu des dispositions de l'article 340 du code municipal, **M. Pierre Langlois,** conseiller de la municipalité du village de Saint-Jérôme de Matane, comté de Matane, en remplacement de **M. Jean-Baptiste Saucier,** démissionnaire.

1873

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

Appointments

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 22nd April, 1898.

His Honor the **LIEUTENANT GOVERNOR** has been pleased to appoint, the 22nd of April, 1898, in virtue of the provisions of article 340 for municipal code, **Mr Pierre Langlois,** councillor of the municipality of the village of Saint Jérôme de Matane, county of Matane, instead and plan of **Mr Jean-Baptiste Saucier,** who has resigned.

1874

J. E. ROBIDOUX,
Secretary of the Provin ce.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du cinquième jour de novembre 1897, de nommer Frank Osborne, de Sydney, dans la colonie de la Nouvelle Galles du Sud, gentilhomme, notaire public, solliciteur de la cour suprême de judicature, en Angleterre, et avocat solliciteur et procureur de la cour suprême de la Nouvelle Galles du Sud, commissaire pour recevoir des affidavits devant servir dans les cours de record de la province de Québec, conformément à l'article 27 du code de procédure civile de la province de Québec.

1871

Proclamations

Canada,
Province de
Québec. }

L. A. JETTÉ.

(L. S.)

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } *Proc.-Géné.* } ATTENDU qu'en

vertu du paragraphe premier de l'article 2333 des statuts refondus de la province de Québec, il est entre autres choses décrété : "que le lieutenant-gouverneur peut de temps à autre, fixer par proclamation, les époques auxquelles les termes doivent être tenus dans tout autre district que ceux de Montréal, Trois-Rivières, Saint-François et Saint-Hyacinthe, et peut de la même manière les changer ;

ET ATTENDU que Nous avons jugé à propos par et avec l'avis et le consentement du Conseil Exécutif de Notre dite province, que le terme de la Cour Supérieure pour la province de Québec, siégeant à Percé, dans le comté de Gaspé, soit changé pour le mois d'octobre de chaque année et qu'à l'avenir ce terme soit tenu du quinze au vingt octobre inclusivement, au lieu du vingt et un au vingt-six octobre, tel qu'il était fixé jusqu'à présent ;

A CES CAUSES, et sous l'autorité des statuts ci-dessus cités, Nous avons réglé et ordonné et par les présentes régions et ordonnons que le terme de la Cour Supérieure pour la province de Québec, siégeant à Percé, dans le comté de Gaspé, est changé pour le mois d'octobre de chaque année, et qu'à l'avenir ce terme sera tenu du quinze au vingt octobre inclusivement, au lieu du vingt et un au vingt-six octobre, tel qu'il était fixé jusqu'à présent.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : Témoin, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SIXIEME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et de Notre Règne la soixante et unième.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

1777

Assistant secrétaire de la province.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the fifth day of November, 1897, to appoint Frank Osborne, of Sydney, in the colony of New South Wales, gentleman, a notary public, a solicitor of the supreme court of judicature, in England, and an attorney, solicitor and proctor of the supreme court of New South Wales, commissioner to receive affidavits to be used in the court of record in the province of Quebec, under the authority of article twenty-seven of the code of civil procedure of the province of Quebec.

1872

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec. }

L. A. JETTÉ.

(L. S.)

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } *Atty. Genl.* } WHEREAS by the

first paragraph of article 2333 of the revised statutes of the province of Quebec, it is amongst other things enacted: "that the lieutenant governor may from time to time, by proclamation, fix the periods at which the terms of the superior court are to be held in any district other than those of Montreal, Three Rivers, Saint Francis and Saint Hyacinthe, and may in like manner alter the same ;"

AND WHEREAS We have deemed it expedient by and with the advice and consent of the Executive Council of Our said province, that the term of the Superior Court, for the province of Quebec, sitting at Percé, in the county of Gaspé, shall in future be changed for the month of October, and shall be held from the fifteenth to the twentieth of October of each year inclusively, instead of from the twenty-first to the twenty-sixth of October, such as it has heretofore been fixed.

NOW KNOW YE that, under the authority of the statutes above cited, We have ruled and ordained, and by these presents do rule and ordain that the term of the Superior Court for the province of Quebec, sitting at Percé, in the county of Gaspé, is changed for the month of October, and shall be held from the fifteenth to the twentieth of October of each year inclusively, instead of from the twenty-first to the twenty-sixth of October, such as it has heretofore been fixed.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SIXTH day of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-eight, and in the sixty-first year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN,

1778

Assistant-Provincial Secretary.

Canada,
Province de
Québec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **A**T TENDU que par
Proc.-Géné. } l'article 1362 des
statuts refondus de la province de Québec, il est, entre autres choses décrété que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra désigner, par proclamation, un jour qui sera observé comme "JOUR DES ARBRES", pour la plantation des arbres ;

ET ATTENDU que le climat de Notre province de Québec n'est pas uniforme et qu'il ne conviendrait pas de fixer le même jour dans toute la province pour la plantation des arbres, Nous avons jugé à propos de diviser Notre dite province pour les fins du dit article en deux sections, qui seront appelées respectivement la "DIVISION OUEST" et la "DIVISION EST", et de désigner un jour différent pour chacune de ces divisions, comme "JOUR DES ARBRES".

A CES CAUSES, Nous avons réglé et ordonné, et par les présentes réglons et ordonnons que MARDI, le TROISIEME jour du mois de MAI prochain, sera observé comme "JOUR DES ARBRES", dans la division ouest susdite, savoir : dans les comtés d'Argenteuil, Bagot, Beauharnois, Berthier, Brome, Chambly, Châteauguay, Compton, Deux-Montagnes, Drummond, Hochelaga, Huntingdon, Iberville, Jacques-Cartier, Joliette, Laprairie, L'Assomption, Laval, Maskinongé, Missisquoi, Montcalm, Montréal, Napierville, Ottawa, Pontiac, Richelieu, Richmond, Rouville, Shefford, Sherbrooke, Soulanges, Stanstead, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, Saint-Maurice, Terrebonne, Trois-Rivières, Vaudreuil, Verchères et Yamaska ; et que MARDI, le DIXIEME jour du mois de MAI prochain, sera observé comme "JOUR DES ARBRES", dans la division est susdite, savoir : dans les comtés d'Arthabaska, Beauce, Bellechasse, Bonaventure, Champlain, Charlevoix, Chicoutimi, Dorchester, Gaspé, Kamouraska, Lac-Saint-Jean, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Matane, Mégantic, Montmagny, Montmorency, Nicolet, Portneuf, Québec (cité), Québec (comté), Rimouski, Saguenay, Saint-Sauveur, Témiscouata et Wolfe.

Et par les présentes, Nous recommandons instamment à tous les habitants de notre dite province de consacrer les jours ci-dessus désignés à la plantation des arbres ; et Nous prions toutes les corporations municipales, religieuses et scolaires de coopérer aux succès de cette œuvre qui promet, dans un avenir prochain, des résultats importants.

De tout ce que dessus, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT ET UNIEME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et de Notre Règne la soixante et unième.

Par ordre,

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

1869

Canada,
Province of
Quebec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, QUEEN, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **W**HEREAS by article
Atty. Genl. } 1362 of the revised
statutes of the province of Quebec, it is, amongst other things, enacted that the lieutenant-governor in council may appoint, by proclamation, a date to be observed as "ARBOR DAY", for the planting of trees ;

WHEREAS that the climate of Our province of Quebec is not uniform, and it would not be proper to establish the same day throughout the province for the planting of trees, We have deemed it advisable to divide Our said province for the purposes of the said article into two sections, which will be called respectively the "WEST DIVISION" and the "EAST DIVISION", and to designate a different day for each of these divisions, as "ARBOR DAY".

WHEREFORE, We have ruled and ordered, and by these presents do rule and order that TUESDAY, the THIRD day of the month of MAY next, shall be observed as "ARBOR DAY," in the aforesaid west division, to wit : in the counties of Argenteuil, Bagot, Beauharnois, Berthier, Brome, Chambly, Châteauguay, Compton, Two Mountains, Drummond, Hochelaga, Huntingdon, Iberville, Jacques Cartier, Joliette, Laprairie, L'Assomption, Laval, Maskinongé, Missisquoi, Montcalm, Montreal, Napierville, Ottawa, Pontiac, Richelieu, Richmond, Rouville, Shefford, Sherbrooke, Soulanges, Stanstead, Saint Hyacinthe, Saint John, Saint Maurice, Terrebonne, Three Rivers, Vaudreuil, Verchères and Yamaska : and that TUESDAY, the TENTH day of the month of MAY next, shall be observed as "ARBOR DAY," in the aforesaid east division, to wit : in the counties of Arthabaska, Beauce, Bellechasse, Bonaventure, Champlain, Charlevoix, Chicoutimi, Dorchester, Gaspé, Kamouraska, Lake Saint John, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Matane, Mégantic, Montmagny, Montmorency, Nicolet, Portneuf, Quebec (city), Quebec (county), Rimouski, Saguenay, Saint Sauveur, Témiscouata and Wolfe.

And by these presents, We do urgently recommend to all the inhabitants of Our said province to set apart the above mentioned days for the plantation of trees ; and We beg all municipal, religious and school corporations to co-operate towards the success of this work which promises, in the near future, important results.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-FIRST day of APRIL, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and ninety-eight, and in the sixty-first year of Our Reign.

By command,

J. E. ROBIDOUX,
Provincial secretary.

1870

Avis du Gouvernement

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 20 avril 1898.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité de Saint-Cléophas, dans le comté de Joliette, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

1867

Avis Divers

AVIS

Est par les présentes donné que l'honorable Joseph Lanctot, médecin, de la cité de Saint-Henri, et MM. Avila G. Bourbonnais, sténographe, Albert Christin dit St-Amour, entrepreneur, de la cité de Montréal, Louis Adam Sauvé, marchand, de Saint-Ignace du Coteau du Lac, et Archibald Stuart McNowen, négociant, de la ville de Cornwall, dans la province d'Ontario, s'adresseront par une requête à Son Honneur le lieutenant-gouverneur pour obtenir l'émission de lettres patentes sous le Grand Sceau, octroyant une charte à l'effet de constituer les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie, dont ils projettent la formation, en corporation politique :

1^o Le nom de cette compagnie sera : " La Compagnie d'électricité de Soulanges " ;

2^o L'objet pour lequel la constitution en corporation est demandée est de fabriquer de l'électricité de construire et mettre en opération des lignes télégraphiques et téléphoniques, dans le comté de Soulanges ;

3^o Le principal lieu d'affaires de la compagnie sera à Coteau Landing, comté de Soulanges ;

4^o Le chiffre de son fonds social sera de dix mille dollars, (\$10,000.00), à être divisé en deux cents parts de cinquante dollars (\$50.00), chacune ;

5^o L'honorable Joseph Lanctot, médecin, de la cité de Saint-Henri, Avila G. Bourbonnais, sténographe, Albert Christin dit St-Amour, entrepreneur, de la cité de Montréal, Louis Adam Sauvé, marchand, de Saint-Ignace du Coteau du Lac, et Archibald Stuart McNowen, négociant, de la ville de Cornwall, dans la province d'Ontario, seront les premiers directeurs de la compagnie.

L. G. A. CRESSÉ,
Procureur des Requêteurs.

Montréal, 20 avril 1898.

1869

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Québec. } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Napoléon Garneau, de Sauvœur de Québec, marchand, Failli.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge Andrews, en date du 15^{me} jour d'avril 1898, les soussignés ont été nommés curateurs-conjoints aux biens en cette affaire.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations attestées sous serment, à notre

Government Notice

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 20th April, 1898.

Notice is hereby given that a petition has been presented to the lieutenant-governor in council, by the municipality of Saint Cléophas, in the county of Joliette, to obtain the authorization to publish in french only, all notices, by-laws or resolutions made and passed by the council of the said municipality.

All representations to the contrary must be filed within the delay of two months from the second and last publication of the present notice.

J. E. ROBIDOUX,
Provincial secretary.

1868

Miscellaneous Notices

NOTICE

Is hereby given that the Honorable Joseph Lanctot, physician, of the city of Saint Henri, and Messrs Avila G. Bourbonnais, stenographer, Albert Christin dit St-Amour, contractor, of the city of Montreal, Louis Adam Sauvé, merchant, of Saint Ignace du Coteau du Lac, and Archibald Stuart McNowen, trader, of the town of Cornwall, in the province of Ontario, will apply to His Honor the lieutenant-governor to obtain letters patent under the Great Seal, granting a charter for the purpose of constituting the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic.

1. The name of this company will be " La Compagnie d'Electricité de Soulanges " ;

2. The object for which its incorporation is sought is to fabricate electricity, to construct and operate telegraph and telephone lines, in the county of Soulanges ;

3. The principal place of business of the company will be at Coteau Landing, in the county of Soulanges ;

4. The amount of the capital stock will be ten thousand dollars (\$10,000.00), to be divided into two hundred shares of fifty dollars (\$50.00) each ;

5. The honorable Joseph Lanctot, physician, of the city of Saint Henri, and Messrs. Avila G. Bourbonnais, stenographer, Albert Christin dit Saint-Amour, contractor, of the city of Montreal, Louis Adam Sauvé, merchant, of Saint Ignace du Coteau du Lac, and Archibald Stuart McNowen, trader, of the town of Cornwall, in the province of Ontario, will be the first directors of the company.

L. G. A. CRESSÉ,
Attorney for petitioners.

Montreal, 20th April, 1898.

1860

Bankrupt Notices

Province of Québec, }
District of Québec. } Superior Court.

In the matter of Napoléon Garneau, of Sauvœur de Québec, merchant, Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the honorable judge Andrews, dated the 15th day of April, 1898, the undersigned have been appointed joint curators to the above estate in this matter.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims attested under oath, at our office, 48,

bureau, 48, rue Saint-Pierre, Québec, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.

Québec, 21 avril 1898. 1853

AVIS DE CESSION.

Cour Supérieure.

Campbell & Brodie, de Québec, marchands,
Requérants ;

et

P. A. Perron, de Carleton, Co. Bonaventure, marchand,
Failli.

Je donne avis que le dit P. A. Perron a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le seize d'avril courant, au bureau du Protonotaire de la Cour Supérieure de New-Carlisle du district de Gaspé.

GEORGES MAUGER,
Gardien Provisoire.

Carleton, Co. Bonaventure P. Q.
19ième jour d'avril 1898. 1863

Province de Québec,
District de Montréal. }

In re The Dominion Type Founding Co.,
En liquidation ;

et

Peter A. Crosby, Liquidateur.

Avis est par le présent donné que, suivant l'ordonnance à cet effet, de l'honorable M. le juge Gill, en date du 13 avril 1898, un bordereau de dividende provisoire de certaines réclamations privilégiées, a été préparé et sera sujet à examen, à mon bureau, 778½ rue Craig, Montréal, jusqu'au 23 avril courant, après laquelle date le dividende sera payable.

P. A. CROSSBY,
Liquidateur.

Montréal, 13 avril 1898. 1787

Règle de Cour

Province de Québec, }
District de Québec. } *Dans la Cour Supérieure.*
No. 1013. }

Dans l'affaire de The Canadian Mica Company (en commandite), corps politique et incorporé, ayant son principal bureau dans la cité de Londres, en Angleterre.

et

Smith et autres, Requérants.

Conformément à un ordre donné par l'Honorable M. Juge Routhier, le 14e jour d'avril 1898, une assemblée des actionnaires, créanciers, contribuables et membres de la dite Compagnie aura lieu au Palais de Justice, Québec, le 20e jour de mai prochain, à dix heures de l'avant-midi, pour prendre en considération la requête par laquelle il est demandé que la dite Compagnie soit placée sous l'Acte des Liquidations, et si il est à propos, d'aviser au sujet de la nomination d'un liquidateur à la dite Compagnie.

G. F. GIBSONE,
Procureur des requérants.

Québec, 21 avril 1898. 1855

Saint Peter street, within thirty days from the date of the present notice.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Joint curators.

Quebec, 21st April 1898. 1854

NOTICE OF ASSIGNMENT.

Superior Court.

Campbell & Brodie, of Quebec, merchants,
Petitioners ;

and

P. A. Perron, of Carleton, Bonaventure Co, merchant,
Insolvent.

I hereby give notice that the said P. A. Perron on the sixteenth of April instant, has made an abandonment of his property, for the benefit of his creditors, at the Prothonotary's Office of the Superior Court of New-Carlisle for the district of Gaspé.

GEORGES MAUGER,
Provisional Guardian.

Carleton, Bonaventure Co, P. Q.
19th April 1898. 1864

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

In re The Dominion Type Founding Co,
In liquidation ;

and

Peter A. Crosby, Liquidator.

Notice is hereby given that, in accordance with an order to such effect of the Honorable Mr Justice Gill, given on the 13th April, 1898, an interim dividend sheet of certain of the privileged claims has been prepared and is open for inspection at my office, 778½ Craig street, Montreal, until the 23rd April instant, after which the dividend will be paid.

P. A. CROSSBY,
Liquidator.

Montreal, 13th April, 1898. 1788

Rule of Court

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *In the Superior Court.*
No. 1013. }

In re The Canadian Mica Company Limited, a body politic and corporate, having its chief office in the city of London, in England,

and

Smith and others, Petitioners.

Pursuant to an order of the Honorable Mr. Justice Routhier, rendered on the 14th day of April, 1898, a meeting of the shareholders, creditors, contributories and members of the said company will be held in the Court House, Quebec, on the 20th day of May next, at ten o'clock in the forenoon, to consider the petition herein, whereby it is prayed that the said company be placed under the operation of "The Winding Up Act," and, if occasion there be, to advise respecting the appointment of a liquidator to the said company.

G. F. GIBSONE,
Attorney for petitioners.

Quebec, 21st April, 1898. 1856

Pages	Pages
ANNEXIONS DE MUNICIPALITÉS :	MUNICIPALITIES ANNEXED :
Annexer divers lots de la municipalité de Stoke à la municipalité de Broughton..... 948	To annex several lots of the municipality of Stoke to the municipality of Broughton..... 948
Annexer divers lots de la paroisse de Saint-Lin à la municipalité de la ville des Laurentides..... 945	To annex several lots of the parish of Saint Lin to the municipality of the town of the Laurentides..... 945
ANNONCEURS :	ADVERTISERS :
<i>Avis aux :</i>	<i>Notice to :</i>
Concernant avis, etc..... 941	Respecting notices, &c..... 941
BILLS PRIVÉS, P. Q. :	PRIVATE BILLS, P. Q. :
<i>Avis au sujet des :</i>	<i>Notice Respecting the :</i>
Assemblée législative..... 949	Legislative Assembly..... 949
Conseil législatif..... 948	Legislative Council..... 948
CERCLES AGRICOLES FORMÉS :	FARMER'S CLUBS FORMED :
Mission Saint-Charles de Spaulding..... 944	Mission Saint Charles de Spaulding..... 944
Paroisse de Saint-Séverin..... 944	Parish of Saint Séverin..... 944
Paroisse Saint-Pierre de Broughton..... 944	Parish Saint Pierre de Broughton..... 944
F. ILLIS :	INSOLVENTS :
Ahearn..... 959	Ahearn..... 959
Brisebois..... 959	Brisebois..... 959
Dom. Type Fndg Coy..... 984	Dom. Type Fndg Coy..... 984
Evans..... 958	Evans..... 958
Garneau..... 983	Garneau..... 983
Godbout..... 959	Godbout..... 959
Match..... 959	Match..... 959
Perron..... 984	Perron..... 984
Sanche..... 959	Sanche..... 959
LETTRES PATENTES, DEMANDÉS DE :	LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :
Cie d'électricité de Soulanges..... 983	Cie d'électricité de Soulanges..... 983
Holmes Electric Protective Coy of Montreal..... 955	Holmes Electric Protective Coy of Montreal..... 955
Hudson Bay Knitting Coy..... 956	Hudson Bay Knitting Coy..... 956
The Crawford Land Coy..... 958	The Crawford Land Coy..... 958
The Duplessis pegging & sewing machine Coy..... 957	The Duplessis pegging & sewing machine Coy..... 958
The Montreal Boot & Shoe Manufacturing Coy, Limited..... 957	The Montreal Boot & Shoe Manufacturing Coy, Limited..... 957
The Northrup Loom Coy of Canada..... 954	The Northrup Loom Coy of Canada..... 954
T. Préfontaine & Company..... 955	T. Préfontaine & Company..... 955
LICITATIONS :	LICITATIONS :
D'Amour vs Riou..... 961	D'Amour vs Riou..... 961
Gravel vs Gravel..... 960	Gravel vs Gravel..... 960
Latour vs Latour..... 960	Latour vs Latour..... 960
MUNICIPALITÉ :—Publication dans une seule langue,—demande de :	MUNICIPALITY :—Publication in one language only,—application for :
Saint-Cléophas..... 983	Saint Cléophas..... 983
NOMINATIONS	APPOINTMENTS
<i>Commissaires d'écoles :</i>	<i>School Commissioners :</i>
Notre-Dame de Montfort..... 942	Notre Dame de Montfort..... 942
<i>Commissaire pour recevoir affidavits :</i>	<i>Commissioner to take affidavit :</i>
Frank Osborne..... 981	Frank Osborne..... 981

<i>Conseiller municipal :</i>		<i>Municipal councillor :</i>	
Saint-Jérôme de Matane.....	980	Saint Jérôme de Matane.....	980
<i>Juges de paix :</i>		<i>Justices of the peace :</i>	
Arthabaska.....	942	Arthabaska.....	942
Montréal.....	942	Montreal.....	942
<i>Juges de paix en vertu de l'article 2564 :</i>		<i>Justices of the peace in virtue of article 2564 :</i>	
Saint-Hyacinthe.....	941	Saint Hyacinth.....	941
PROCLAMATIONS		PROCLAMATIONS :	
Convocation des Chambres <i>pro forma</i>	944	Parliament convoked <i>pro forma</i>	944
Cour de circuit, Co Gaspé.....	943	Circuit court, Co. Gaspé.....	943
Cour supérieure, district de Gaspé.....	981	Superior court, district of Gaspé.....	981
Jour des Arbres.....	982	Arbor day.....	982
RÈGLE DE COUR :		RULE OF COURT :	
The Canadian Mica Coy.....	984	The Canadian Mica Coy.....	984
SÉPARATIONS DE BIENS :		SEPARATIONS AS TO PROPERTY :	
Dme Ayotte vs Alarie.....	951	Dme Ayotte vs Alarie.....	951
Dme Blondin vs Major.....	953	Dme Blondin vs Major.....	953
Dme Boivin vs Mercier.....	954	Dme Boivin vs Mercier.....	954
Dme Brady vs Dunn.....	953	Dme Brady vs Dunn.....	953
Dme Brosseau vs Brossard.....	953	Dme Brosseau vs Brossard.....	953
Dme Durocher vs Chalut.....	954	Dme Durocher vs Chalut.....	954
Dme Julien vs Marion.....	953	Dme Julien vs Marion.....	953
Dme Legaré vs Berthelet.....	952	Dme Legaré vs Berthelet.....	952
Dme McDonald vs Gillies.....	952	Dme McDonald vs Gillies.....	952
Dme McLean vs Bell.....	952	Dme McLean vs Bell.....	952
Dme Rhéaume vs Fortin.....	954	Dme Rhéaume vs Fortin.....	954
Dme Roger vs Paquin.....	952	Dme Roger vs Paquin.....	952
Dme St-François vs Noël.....	953	Dme St-François vs Noël.....	953
Dme Thibaudeau vs Lord.....	954	Dme Thibaudeau vs Lord.....	954
Dme Varney vs Andrews.....	953	Dme Varney vs Andrews.....	953
Dme Wainright vs Codère.....	954	Dme Wainright vs Codère.....	954
SÉPARATION DE CORPS :		SEPARATION FROM BED :	
Ouellet vs Morneau.....	952	Ouellet vs Morneau.....	952
TERRES DE LA COURONNE :		CROWN LANDS :	
<i>Avis de cancellation, etc. :</i>		<i>Notice of cancellation, etc. :</i>	
Canton Aylwin.....	946	Township Aylwin.....	946
Canton Bergeronnes.....	945	Township Bergeronnes.....	945
Canton Cabano.....	945	Township Cabano.....	945
Canton Carleton.....	946	Township Carleton.....	946
Canton Demers.....	945	Township Demers.....	945
Canton Déquen.....	945	Township Dequen.....	945
Canton Dorion.....	945	Township Dorion.....	945
Canton Dorion.....	946	Canton Dorion.....	946
Canton Ditchfield.....	946	Township Ditchfield.....	946
Canton Forsyth.....	946	Township Forsyth.....	946
Canton Lessard.....	945	Township Lessard.....	945
Canton Maria.....	946	Township Maria.....	946
Canton Nouvelle.....	945	Township Nouvelle.....	945
Canton Patton.....	945	Township Patton.....	945
Canton Signal.....	945	Township Signal.....	945
Canton Taillon.....	946	Township Taillon.....	946
Canton Wakefield.....	947	Township Wakefield.....	947
Canton Wentworth.....	947	Township Wentworth.....	947
VENTES PAR LES SHERIFS :		SHERIFF'S SALES :	
ARTHABASKA :		ARTHABASKA :	
Bousquet vs St-Onge.....	962	Bousquet vs St-Onge.....	962
Connelly vs Lettres.....	963	Connelly vs Lettres.....	963
Crépeau vs Dme Paulhus.....	962	Crépaült vs Dme Paulhus.....	962
Dme Dupont vs Auger.....	962	Dme Dupont vs Auger.....	962
Lavergne vs Huard.....	963	Lavergne vs Huard.....	963

BEAUCHE :

Fecteau vs Veilleux..... 963

BEAUHARNOIS :

Boulé vs Martin 964

Duncan vs McFarlan..... 964

La Corporation du township de Godmanchester vs O'Neil *et al.*..... 964

CHICOUTIMI :

Boivin vs Boivin..... 965

L'ESBVILLE :

Bessette vs Viau..... 966

KAMOURASKA :

Bouchard vs Beaulieu 966

Sirois vs Caron 967

MONTREAL :

Bagg vs Lewis..... 969

Blais vs Pilon *et al.*..... 968

Chevrier vs Dunnigan..... 969

Dme Castonguay vs Campbell..... 967

Dme Leroux vs Roy..... 970

Dme Papineau vs Cadieux 971

Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Mullarky..... 972

Marion vs Demers..... 968

Staunton vs Guenette..... 972

The Royal Institution etc., vs Guérin.... 971

OTTAWA :

Lapierre vs Nailon..... 973

Dme Russell vs Mutchmore..... 973

QUÉBEC :

Corporation de la ville de Lévis vs Caron. 974

Corporation de la ville de Lévis vs Turgeon..... 974

Delle Bittner vs Dme Vallières..... 975

Dme O'Donnell vs Dme Perreault..... 973

RICHELIEU :

Belisle vs Gauthier..... 975

Mondoux vs Laperrière..... 976

Rivard vs Thérien..... 976

Rivard vs Thérien..... 977

SAINT-FRANÇOIS :

Andrews vs Little..... 978

Dme Roberge *et al.*, vs Grimard..... 979Dme Simard vs Stacey *et uxore*..... 977

SAINT-HYACINTHE :

Cloutier vs Laplante..... 979

Théberge vs Bessette..... 979

TERREBONNE :

Greer vs Woolsey *et al.*..... 980

TROIS-RIVIÈRES :

Marchildon vs Vézina..... 980

BEAUCHE :

Fecteau vs Veilleux..... 963

BEAUHARNOIS :

Boulé vs Martin 964

Duncan vs McFarlan..... 964

La Corporation du township de Godmanchester vs O'Neil *et al.*..... 964

CHICOUTIMI :

Boivin vs Boivin..... 965

L'ESBVILLE :

Bessette vs Viau..... 966

KAMOURASKA :

Bouchard vs Beaulieu 966

Sirois vs Caron 967

MONTREAL :

Bagg vs Lewis..... 969

Blais vs Pilon *et al.*..... 968

Chevrier vs Dunnigan..... 969

Dme Castonguay vs Campbell..... 967

Dme Leroux vs Roy..... 970

Dme Papineau vs Cadieux 971

Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Mullarky..... 972

Marion vs Demers..... 968

Staunton vs Guenette..... 972

The Royal Institution &c., vs. Guérin.. 971

OTTAWA :

Lapierre vs Nailon..... 973

Dme Russell vs Mutchmore..... 973

QUÉBEC :

Corporation de la ville de Lévis vs Caron. 974

Corporation de la ville de Lévis vs Turgeon..... 974

Delle Bittner vs Dme Vallières..... 975

Dme O'Donnell vs Dme Perreault..... 973

RICHELIEU :

Belisle vs Gauthier..... 975

Mondoux vs Laperrière..... 976

Rivard vs Thérien..... 976

Rivard vs Thérien..... 977

SAINT-FRANÇOIS :

Andrews vs Little 978

Dme Roberge *et al.*, vs Grimard..... 979Dme Simard vs Stacey *et uxore*..... 977

SAINT-HYACINTHE :

Cloutier vs Laplante..... 979

Théberge vs Bessette..... 979

TERREBONNE :

Greer vs Woolsey *et al.*..... 980

TROIS-RIVIÈRES :

Marchildon vs Vézina..... 980

